

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 23 janvier 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°300 ■

SOMMET DU G77+CHINE
**Engagement total
pour les principes de
« la Charte d'Alger »**

P 16

INAUGURATION PROCHAINE DE L'INSTITUT DE RECHERCHES
SUR LE GAZ À ALGER

Un hub technologique pour les pays du GECF

Le GECF (Gas Exporting Countries Forum) inaugurera lors de sa 7ème rencontre, son Institut de Recherches sur le Gaz (GRI) en Algérie. Cet institut sera un hub technologique pour les recherches dans le domaine du gaz. Il pourra également faire de la formation de très haut niveau pour les pays exportateurs de gaz. C'est ce qu'a déclaré son directeur à la radio nationale. P 3



AVEC L'OUVERTURE DE SON
CAPITAL SOCIAL

**Le CPA veut consolider
ses activités**

Le crédit populaire d'Algérie (CPA) a donné, dimanche à partir de Bejaia, le coup d'envoi de sa campagne d'information inhérente à l'ouverture de son capital social prévue au mois de janvier en cours. Les dirigeants du CPA ont expliqué aux hommes d'affaires de la région, les raisons et les objectifs de l'ouverture du capital de cette banque affirmant que l'opération vise à « capter de nouveaux capitaux pour les besoins financiers en assurant aux porteurs d'actifs de substantiels dividendes ».

P 2

1408 BREVETS D'INVENTION
ENREGISTRÉS

**L'université, la
locomotive du
développement**



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a révélé que l'Algérie, pour la première fois de son histoire moderne, a enregistré 1.408 brevets. « L'université compte 96 clusters et plus de 3.000 espaces dédiés aux start-up. Il est question également de 100 centres de développement de l'entrepreneuriat, 1.700 projets de micro-entreprises, 405 labels approuvés et 1.408 brevets d'invention, souligne le ministre.

P 5

TRANSPORT AÉRIEN

**Inauguration de la ligne
directe Alger et Caracas**

Le premier vol direct reliant Alger à Caracas (Venezuela) est arrivé dimanche soir à l'aéroport international Houari-Boumediene. La cérémonie d'inauguration de cette nouvelle ligne a été présidée par les ministres des Transports, Mohamed El Habib Zahana, et de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, président de la commission intergouvernementale mixte algéro-vénézuélienne de coopération économique, commerciale, scientifique et technique.

P 4

ORAN

**La zone industrielle de
Bethioua raccordée au réseau
national de chemin de fer** P 2

LE MINISTRE CHERFA REÇOIT SON
HOMOLOGUE VÉNÉZUÉLIEN

**Renforcer
la coopération dans
le domaine agricole** P 5

INDUSTRIE

**Aoun rassure
les investisseurs
américains** P 5

SANTÉ

Poursuite des rencontres de concertation avec les syndicats et les partenaires sociaux

Le ministère de la Santé poursuit l'organisation de réunions et de rencontres de concertation avec les syndicats représentant le secteur et les partenaires sociaux, dans le cadre de l'élaboration des statuts particuliers du personnel de la santé, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. "Dans le cadre de l'élaboration des statuts particuliers des médecins, des dentistes, des pharmaciens et médecins spécialistes, le ministère de la Santé a engagé des concertations et un débat autour des projets de loi précités", ajoute le communiqué. A cet effet, il sera procédé à partir de la semaine prochaine "à l'organisation de rencontres avec les partenaires sociaux représentant les corps paramédicaux, les auxiliaires médicaux, les anesthésistes et réanimateurs, les sages-femmes, les psychologues, les biologistes, et administrateurs des services de santé, les inspecteurs et les professeurs", conclut le document.

AVEC L'OUVERTURE DE SON CAPITAL SOCIAL

Le CPA veut consolider ses activités

Le crédit populaire d'Algérie (CPA) a donné, dimanche à partir de Bejaia, le coup d'envoi de sa campagne d'information inhérente à l'ouverture de son capital social prévue au mois de janvier en cours.

Par Slimane T

Les dirigeants du CPA ont expliqué aux hommes d'affaires de la région, les raisons et les objectifs de l'ouverture du capital de cette banque affirmant que l'opération vise à «capter de nouveaux capitaux pour les besoins financiers en assurant aux porteurs d'actifs de substantiels dividendes». En effet, l'ambition de la banque d'attirer de nouveaux capitaux n'est pas due à une réduction des moyens du CPA, mais pour consolider ses activités, investir davantage, et renforcer son action à l'international. d'ailleurs, note-t-on, dans ce cadre que deux banques sont déjà ouvertes, l'une à Dakar au Sénégal et l'autre à Nouakchott en Mauritanie. «Nous sommes un établissement hautement performant», a déclaré le PDG de l'établissement, Ali Kadri, qui classe ainsi le CPA parmi les trois premières banques «en terme de total bilan, de collecte

des ressources et de financement de l'économie». Il a précisé que le total bilan du CPA «a progressé continuellement passant de 1922 milliards de dinars à la fin 2017 à 3367 milliards de dinars à la fin 2022, soit une progression de 75,18 %». M. Kadri a ajouté que le CPA «excelle en matière de rapport produit national brut (PNB) par nombre d'agences, avec un montant de 441 millions de dinars par agence bancaire». «L'émission de nouvelles actions vise à offrir à la banque d'autres sources de financements par appel public à l'épargne (augmentation de capital, emprunts obligataires, etc.) et diversifier son actionnariat en associant notamment le secteur privé dans sa gouvernance», a-t-il dit. M.Kadri entend également améliorer, par cette opération, la notoriété de la banque auprès de ses clients et des autres parties prenantes, d'autant qu'elle va désormais, entrer en bourse. Pour conduire à bon port cette opération, le

CPA va mettre 60 millions d'actions avec un montant de l'offre, estimé à 137,9 milliards de dinars, avec un prix de cession établi à 2300 dinars l'action pour les nouveaux acquéreurs et 2100 dinars au profit des salariés du CPA qui vont bénéficier d'une décote de 461,41 dinars. La souscription va débiter le 30 janvier et s'achèvera le 28 février, a-t-on souligné. Cette opération intervient dans le cadre d'une démarche visant la réforme du système bancaire «appelé à stimuler l'investissement et le marché de l'emploi», expliquent les dirigeants du CPA. Elle va être menée de paire avec la banque du développement local (BDL), «ces deux banques devant s'ériger en modèle pour les institutions financières en matière de prestations de qualité et d'efficacité», avait souligné, récemment, le président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, qui a fixé l'année 2024 comme celle de la réforme profonde du secteur bancaire.

ORAN

La zone industrielle de Bethioua raccordée au réseau national de chemin de fer

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhouk a supervisé, lundi à Oran, le raccordement de la zone industrielle de Bethioua (Est de la wilaya) au réseau ferroviaire national, dans la commune de Hassi Mef-soukh, à partir de la gare de Layaïda sur une distance de 12 km. A l'occasion de la mise en service de cette ligne ferroviaire, le ministre et la délégation qui l'accompagnait ont pris place, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran,

dans un train de voyageurs de la zone industrielle de Bethioua vers la zone de Layaïda. Cette ligne fait partie du grand projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf-Ghar Djebilet que les autorités suprêmes du pays s'attèlent à concrétiser, portant sur l'extraction du minerai de fer de la mine de Ghar Djebilet (Tindouf), la transformation de la matière première et son exploitation dans la production de fer au niveau d'Oran, en plus de relier la ligne au port d'Arzew. La ligne Hassi-Mefsoukh-Bethioua contribuera également à alléger les charges importantes pesant sur les industriels de la zone industrielle de Bethioua liées au transport des marchandises par train vers la région d'Oran et des autres wilayas jusqu'au port d'Arzew, selon les explications fournies sur place. Le coût global de cette ligne, qui comprend cinq couloirs supérieurs et inférieurs, 14 ouvrages hydrauliques et une de protection le long du tracé, s'élève à plus de 2 milliards de DA, a-t-on indiqué. La vitesse du train de transport

de voyageurs via cette ligne est estimée à 160 km/heure, alors que celle de transport de marchandises est de 80 km/h. Le ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de base poursuit sa visite dans la wilaya d'Oran, où il procédera à la relance du projet de réalisation du dédoublement de la ligne ferroviaire électrifiée Oued Tlelat-Tlemcen sur une distance de 132 km et l'aménagement de l'infrastructure au niveau de la gare de Oued Tlelat.

R E.

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

«L'Algérie est un partenaire stratégique pour notre pays»

Le président de l'Assemblée nationale (Parlement) de la République de Corée, Kim Jin-Pyo a affirmé, dimanche, que l'Algérie était un partenaire stratégique pour son pays, soulignant que la coopération bilatérale établie avait été élargie pour englober différents domaines. Dans une déclaration à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Kim Jin-Pyo a exprimé sa joie de se trouver en Algérie qui, a-t-il affirmé, est "notre partenaire stratégique dans le continent africain". "Cette visite revêt une grande importance, étant la première visite officielle

qu'un président de l'Assemblée nationale de la République de Corée effectuée en Algérie depuis 13 ans", a-t-il soutenu, soulignant avoir échangé avec le président de la République "les vues vis-à-vis des questions d'intérêt commun, y compris le renforcement des relations bilatérales à l'échelle internationale". Rappelant que l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Corée du Sud remonte à 1990, le responsable coréen a affirmé que les deux pays avaient, depuis, renforcé "leurs relations amicales dans différents domaines, preuve en est, l'élargissement de la coopération bilatérale pour englober désor-

mais les dossiers internationaux, de par leur missions en tant que membres non-permanents au sein du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis le mois de janvier". S'agissant de la coopération commerciale, M. Kim Jin-Pyo a fait savoir que l'Algérie était "le troisième plus grand partenaire commercial de la Corée en Afrique", d'autant que le volume de cette coopération a atteint ses plus hauts niveaux". A cette occasion, le responsable coréen est revenu sur "les résultats remarquables réalisés par l'Algérie dans le domaine du Bâtiment", mettant en exergue l'importance du partenariat al-

géro-coréen, notamment en matière de développement de l'industrie manufacturière. Il a également indiqué avoir convié le Président Tebboune à prendre part au Sommet Corée-Afrique prévu, pour la première fois, en Corée du Sud en juin 2024. M.Kim Jin-Pyo a, en outre, exprimé ses remerciements et sa gratitude au Président Tebboune pour "la visite réussie" qu'il effectuée en Algérie. A noter que l'audience s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali et du Directeur de cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

INAUGURATION PROCHAINE DE L'INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE GAZ À ALGER

Un hub technologique pour les pays du GECF

Le GECF (Gas Exporting Countries Forum) inaugurera lors de sa 7eme rencontre, son Institut de Recherches sur le Gaz (GRI) en Algérie. Cet institut sera un hub technologique pour les recherches dans le domaine du gaz. Il pourra également faire de la formation de très haut niveau pour les pays exportateurs de gaz. C'est ce qu'a déclaré son directeur à la radio nationale.

Par Reda Hadi

Ce 7eme rendez vous des chefs d'Etat, membre de ce forum se tiendra du 29 février au 2 mars prochain en Algérie. Selon le premier responsable de cet institut, l'idée de la création de l'institut en question revient à l'Algérie, qui prévoit, comme premier projet recherches, les gaz torchés. « La politique gazière de l'Algérie se base sur le respect de l'environnement et la réduction de l'empreinte carbone, c'est pour cette raison que nous avons consacré ce projet aux gaz torchés », explique t-il. Il faut préciser que l'Algérie a signé une convention avec le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) pour abriter à Alger, le siège de l'Institut de recherches sur le gaz (GRI) relevant du Forum, en Janvier 2023. Les pouvoirs publics soulignent en ce sens qu'abriter le siège de GRI en Algérie intervient en signe de reconnaissance et de confiance envers la place et le rôle pionnier de l'Algérie dans le renforcement du dialogue et de la cohésion entre les pays membres à la faveur de ses efforts visant à consolider le Forum en tant qu'organisation active sur la scène internationale. En effet, il est à rappeler que les pays membres ont décidé lors de la 19e réunion du GECF, tenue en octobre 2017 à Moscou , sur proposition de l'Algérie, de créer un Institut de recherche du gaz (GRI) pour les pays du forum en Algérie. Cette décision a été entérinée lors du sommet des présidents du GECF, tenu en novembre 2017 en Bolivie. Si l'Algérie défend ses intérêts économiques, et par là même, ceux du Forum, il n'en demeure pas moins, qu'à ce titre, les questions environnementales, sont prises en considération. D'ailleurs, comme l'a souligné le premier responsable de ce centre, Sonatrach a lancé, avec l'Agence spatiale algérienne



(ASA) un projet important qui a donné naissance à une communication scientifique internationale. Et de préciser que «Lors du workshop organisé au niveau de l'Institut de Recherches sur le Gaz, la communication qui a été présentée démontre que les quantités de gaz torché pourront être revues à la baisse». Pour lui, le gaz aura encore de l'avenir, car en dépit des spéculations qui avancent que le besoin en énergie gazière se serait réduit, la dernière étude du GECF à horizon 2050-260 dit bien qu'il y aura une évolution dans le mix énergétique où la part du gaz va passer de 23% à 26%. Et de spécifier que le gaz aura encore de l'avenir jusqu'à 2050-2060, notamment avec l'augmentation de la demande dans les pays africain où la population augmentera avec 1,4 milliard.

Il n'est nul besoin de préciser que notre pays entend concilier les besoins économiques, sans pour autant nuire à la planète. C'est dans ce sens, que des spécialistes estiment que l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole et l'enjeu de la décarbonation du gaz qui arrive à terme en 2030 seront, inéluctablement, abordés lors de ce 7e Sommet du GECF qui se déroulera du 29 février au 2 mars prochains à Alger. Concernant l'autre enjeu du Forum, à savoir la décarbonation qui arrive à terme en 2030, celle-ci exige des technologies pour le faire, et que Sonatrach a bénéficié de cette technologie pour le champ d'In Salah avec son partenaire British Petroleum (BP). Ce qui fait que l'Algérie vendra du gaz avec zéro carbone en 2030. Les enjeux autour du gaz sont importants, d'ou le bénéfice, à tirer des travaux du GRI. Car aux termes de découvertes, des politiques économiques seront adoptées. En ce sens, le Président Tebboune a appelé à tirer profit de l'expérience de l'Institut de recherches du gaz (GRI) pour développer cette énergie et trouver des solutions technologiques en vue d'en améliorer la qualité. «Le gaz naturel est l'énergie du présent et du futur, car il s'agit d'une énergie propre, flexible et accessible voire la meilleure en matière de protection de l'environnement, aux côtés des énergies renouvelables», a t-il affirmé. Aussi, les recherches du GIC sont importantes, car il permettra de trouver des solutions technologiques efficaces pour améliorer la qualité du gaz naturel en tant qu'énergie propre, en vue de garantir sa disponibilité et sa compétitivité dans les systèmes énergétiques. Et le Forum peut profiter de l'expérience du GRI d'Alger pour relever le défi. Le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8ème session du Forum informel des mêmes pays, tenue à Moscou en décembre 2008.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 78,67 dollars

Les prix du pétrole grimpaient légèrement lundi, soutenus par une vague de froid aux Etats-Unis et malgré la reprise de la production dans un important gisement libyen. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, grappillait vers midi 0,11%, à 78,67 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 0,16% à 73,57 dollars. Les prix profitaient d'une vague de froid aux Etats-Unis, malgré le redémarrage d'un important gisement pétrolier en Libye, selon les analystes. La Compagnie nationale de pétrole (NOC) en Libye a en effet annoncé dimanche la reprise de la production pétrolière sur l'un des plus importants gisements pétroliers du pays, après un arrêt de l'activité de deux semaines suite à des protestations sur ce site. La compagnie libyenne a annoncé la reprise de la production sur le champ de al-Charara, mis à l'arrêt plus tôt ce mois-ci, ainsi que la levée de l'«état de force majeure» sur le site. Cet «état de force majeure» est invoqué dans des circonstances exceptionnelles et permettait une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole. Situé à environ 900 km au sud de Tripoli, al-Charara produit en temps normal 315.000 barils par jour, sur une production nationale revenue à plus de 1,2 million de barils par jour.

R E.

COMMERCE

Des efforts pour développer la production nationale

Le ministre du Commerce a présenté, hier à Alger, les principaux axes de l'exécution du budget de son département au titre de l'exercice 2021, dans le cadre du projet de loi du règlement budgétaire de la même année. Devant les membres de la commission du budget de l'APN, le ministre Tayeb Zitouni a rappelé que l'Algérie a procédé à une révision du système bancaire par l'introduction de plusieurs réformes et ceci dans le but d'orienter les banques vers la concurrence ainsi que la diversification des instruments financiers. Dans le même registre, M. Zitouni a souligné que «l'État continue à redoubler d'efforts pour développer et moderniser la production nationale de

manière à permettre l'accès des biens algériens aux marchés étrangers, avec l'ouverture effective et l'opérationnalisation des zones franches de manière positive». L'approvisionnement du marché national en divers matériaux et produits est «tel que le pouvoir d'achat et la sécurité alimentaire des citoyens sont préservés». Au cours des dernières années, après des années difficiles associées à la crise sanitaire, « nous avons assisté à une reprise remarquable, attestée par plusieurs rapports internationaux spécialisés», affirme-t-il. Sur la base des indicateurs actuels, «les perspectives économiques de notre pays peuvent également s'améliorer grâce à la poursuite des réformes visant à diversifier l'économie,

à instaurer une croissance plus forte et plus viable, à stimuler le monde des affaires, à accroître l'investissement privé, à renforcer les capacités d'exportation et à poursuivre la recherche de débouchés et de marchés extérieurs». Par ailleurs, le ministre assure «de la ferme volonté politique d'aller plus loin dans le domaine des réformes économiques, conformément aux engagements pris par le Président de la République et à l'esprit du plan d'action du Gouvernement qui vise à renforcer les fondements de la reprise économique dans le cadre d'une vision stratégique de développement des secteurs qui contribuent à la croissance économique». En ce qui concerne l'ensemble des efforts déployés par le mi-

nistère du Commerce en 2021, « l'accent a été mis sur l'approvisionnement du marché et le développement du commerce extérieur, ainsi que sur une stratégie visant à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par l'établissement et l'exécution du budget annuel en tenant compte des aspects de rationalisation des dépenses dans le contexte de la lutte contre l'épidémie de Corona ainsi que de l'efficacité, de l'efficience et de l'objectivité ». Aussi, le ministre indique que l'État «a exploité toutes les possibilités de développement du secteur du commerce et de l'exportation, qui ont généré plusieurs gains positifs à la fois internes et externes».

Synthèse R E/Agence

COOPÉRATION

Le ministre du tourisme reçoit son homologue vénézuélien

Le ministre du tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a reçu lundi à Alger, le ministre vénézuélien du tourisme, Ali Padron, avec lequel il a évoqué les moyens du renforcement de la coopération bilatérale dans le tourisme. A cet égard, M. Didouche a affirmé dans une déclaration à la presse à l'issue de cette réunion « le souci de l'Algérie de renforcer et de promouvoir la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, en soutenant la formation, l'investissement et l'échange d'expériences », considérant cette rencontre comme une occasion d'échanger les vues et chercher des moyens pour développer la coopération entre les deux pays. Dans le même sillage, le ministre a souligné que « des opérateurs économiques algériens rencontreront leurs homologues vénézuéliens pour s'informer des capacités disponibles dans divers domaines, en vue concrétiser les relations de coopération dans les domaines économiques et touristiques, outre la conclusion d'accords et de marchés » entre les deux parties. Pour sa part, le ministre vénézuélien a mis en avant « l'importance de renforcer la coopération entre les deux pays dans divers domaines, notamment le tourisme et l'artisanat. M. Ali Padron a indiqué que l'ouverture de la ligne aérienne reliant les deux pays « renforcera la coopération bilatérale notamment dans les domaines de l'investissement, des échanges commerciaux et du tourisme ».

TRANSPORT AÉRIEN

Inauguration de la ligne directe Alger et Caracas

Le premier vol direct reliant Alger à Caracas (Venezuela) est arrivé dimanche soir à l'aéroport international Houari-Boumediene. La cérémonie d'inauguration de cette nouvelle ligne a été présidée par les ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, et de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, président de la commission intergouvernementale mixte algéro-vénézuélienne de coopération économique, commerciale, scientifique et technique.

Par S R/Agence

Le vol a été opéré par un avion de la compagnie aérienne nationale vénézuélienne « Conviasa », qui a décollé de l'aéroport Simon Bolivar vers l'aéroport international Houari Boumediene avec à bord une importante délégation vénézuélienne conduite par le ministre vénézuélien de l'Agriculture productive et des Terres, Wilmar Castro Soteldo. La délégation comprend, en outre, les ministres des Transports, du Tourisme et de la Pêche, des responsables, des hommes d'affaires et des journalistes vénézuéliens. L'avion vénézuélien a également transporté des aides offertes par les autorités vénézuéliennes aux camps de réfugiés sahraouis. La délégation vénézuélienne a été reçue au salon d'honneur de l'aéroport, en présence du Directeur général de la Compagnie nationale Air Algérie, Yacine Benslimane, des représentants du ministère des Affaires étrangères et

de la Communauté nationale à l'étranger, de l'ambassadeur vénézuélien en Algérie, Juan Bautista Arias Palacio, de l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, et de la présidente du Croissant Rouge Algérien, Ibtissem Hamlaoui, outre les directeurs généraux des instances et des établissements sous la tutelle du ministère des transports. A cette occasion M. Cherfa a indiqué que l'inauguration de cette ligne aérienne directe qui « témoigne de la qualité des relations historiques entre les deux pays », vise à « promouvoir la coopération bilatérale à la hauteur de la qualité du dialogue politique entre l'Algérie et le Venezuela », soulignant l'importance de la consolidation et de la promotion des relations économiques algéro-vénézuélienne. Dans ce contexte, le ministre s'est dit satisfait de la qualité des relations bilatérales particulièrement dans le domaine agricole, notamment après la signature en juin 2023, dans le cadre de la 4e session de la Commission

intergouvernementale mixte algéro-vénézuélienne de deux accords de coopération dans le domaine de l'agriculture et de la santé vétérinaire. De son côté, le ministre vénézuélien de l'Agriculture productive et des terres a qualifié le lancement de cette ligne aérienne d'«événement historique » qui intervient « en consécration du rêve du défunt président vénézuélien, Hugo Chavez, et en application des instructions des dirigeants des deux pays ».

Evolution de la coopération entre l'Algérie et le Venezuela

En plus de son rôle dans la consolidation des relations entre les deux parties, cette ligne directe permettra aux communautés arabes, africaines et asiatiques résidant en Amérique centrale, aux îles Caraïbes et en Amérique du sud de se déplacer, en transitant par l'Algérie, vers les différents pays de la région arabe, du Moyen et de Extrême-Orient, de

l'Afrique et de l'Europe, selon le ministre vénézuélien. Dans son allocution, le ministre vénézuélien s'est félicité également du « niveau des relations bilatérales unissant les deux pays frères, et ce dans divers domaines politiques et économiques », soulignant que « le Venezuela et l'Algérie partagent les mêmes valeurs et principes historiques ». S'exprimant à la presse, le ministre vénézuélien a mis en avant le développement significative de la coopération avec l'Algérie, couvrant outre l'Energie, divers autres secteurs économiques dont l'agriculture, le tourisme et la pêche, grâce notamment aux énormes potentialités des deux pays. Il a indiqué, par ailleurs, que la délégation l'accompagnant comprenait plus de 80 hommes d'affaires représentant plusieurs secteurs tels que l'énergie, l'agriculture, le tourisme, l'industrie et le commerce, assurant que les conclusions de ces entretiens renforceront davantage les relations économiques et commerciales entre l'Algérie et le Venezuela.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Une caravane de sensibilisation mobilisée à Oran

La Direction de la Formation et de l'Enseignement Professionnels d'Oran organise, jusqu'au 25 janvier prochain, une caravane de sensibilisation à travers les différentes communes de la wilaya, afin d'informer les jeunes sur les spécialités de formation et les modalités d'accompagnement des diplômés, et ce dans le cadre de la préparation à la session de février, a-t-on appris, lundi, de cette direction. La caravane, composée d'encadreurs de divers établissements du secteur, de partenaires et d'acteurs de la société civile, a été lancée, dimanche à partir de l'Institut national spécialisé dans la formation professionnelle, Khedari Hasni, à Oran, avec comme desti-

nation les communes d'Aïn El-Turck, Mers El-Kebir, Oued Tielat, Tafraoui, Arzew et Aïn El-Bia, selon la même source. La caravane visitera également lundi, les communes de Mers El-Hadjadj, Bethioua, El Braya, El Kerma, Bousfer et El Ançor, tandis que la journée de mardi sera consacrée aux communes d'Aïn El Karma, Boutlelis, Sidi Chahmi, Hassi Mefsoukh et Sidi Ben Yebka. Mercredi, les encadreurs de la caravane rencontreront les jeunes de Benfreha, Gdyl et Misserghine, avant de gagner les deux places publiques du quartier Haï Ellouz et de M'Dina J'dida, tandis que le jeudi sera consacré aux communes de Hassi Benokba, Boufatis, Aïn El Beïda et la place

du front de mer (Boulevard de l'ALN) au centre ville d'Oran. Les encadreurs de cette caravane informeront les citoyens (les jeunes et leurs parents) sur les spécialités les plus importantes pour la session de février et répondront à leurs questions, notamment sur le niveau d'études requis pour certaines spécialités et les moyens de créer des micro-entreprises à travers la formation. Dans ce cadre, ils expliqueront les modalités de création de micro-entreprises et les différentes facilités dont les stagiaires porteurs de projets peuvent bénéficier, parmi lesquelles l'Internat, les bourses et l'accompagnement jusqu'à la réalisation de leur projet.

CNMA-FÉDÉRATION NATIONALE DE L'HÔTELLERIE ET DE TOURISME

Signature d'une convention de partenariat

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a signé dimanche une convention cadre de partenariat avec la Fédération nationale de l'hôtellerie et de tourisme (FNHT) pour fournir une couverture contre l'ensemble des risques relatifs aux activités et au patrimoine de la fédération, indique la CNMA dans un communiqué. A travers cette convention, "la CNMA Assurance s'engage, à travers son réseau composé de 70 caisses régionales et plus de 550 bureaux locaux, à garantir la couverture assurantielle contre l'ensemble des risques relatifs aux activités et au patrimoine de la FNHT en proposant des avantages et des tarifs préférentiels", en vue de "contribuer de manière concrète à l'accompagnement du

secteur du tourisme et de l'hôtellerie notamment en matière d'assurance et de gestion des risques", précise-t-on de même source. Elle permettra à la compagnie d'assurance "de jouer au mieux son rôle d'assureur accompagnateur, et participer activement au développement du secteur touristique étant un véritable atout pour la concrétisation du programme tracé par les pouvoirs publics qui souligne principalement la diversification économique et le lancement d'une nouvelle dynamique notamment dans les secteurs créateurs de richesse et de postes d'emploi". La CNMA Assurance tend à travers cette convention "de jouer le rôle d'intermédiaire entre les deux secteurs majeurs de l'économie nationale : assurance et tourisme et d'inciter les

propriétaires d'hôtels à s'investir davantage dans les espaces ruraux en garantissant ainsi une bonne animation touristique en milieu agraire, ce qui donnera un nouvel élan tant au tourisme qu'à l'agriculture", a déclaré Cherif Benhabiles, directeur général de la CNMA, cité dans le communiqué, en soulignant l'importance de cette collaboration. Dans le cadre de ce partenariat, la CNMA proposera sa participation et son intervention par le biais de son personnel technique, ou de tout autre expert pour l'évaluation la prévention et la protection des biens assurés et ce, dans les délais les plus courts. Cette convention, souligne le communiqué, représente une initiative importante dans le cadre du partenariat fructueux entre les deux orga-

nismes, il s'agit d'une opportunité pour appuyer le développement du secteur du tourisme et de l'hôtellerie tirant profit de la grande expérience de la CNMA Assurance notamment en ce qui concerne la couverture assurantielle appropriée et les services de conseils et d'accompagnement qu'elle fournit pour ses assurés et ses adhérents. Pour les deux parties signataires, cette convention "confirme un jalon significatif dans l'histoire des deux organismes, ouvrant la voie à une coopération renforcée dans des domaines clés tels que l'assurance et le tourisme, pour relever les défis actuels et futurs et sont convaincues que cette alliance stratégique permettra de trouver des solutions pertinentes", indique encore le communiqué.

1408 BREVETS D’INVENTION ENREGISTRÉS

L’université, la locomotive du développement

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a révélé que l’Algérie, pour la première fois de son histoire moderne, a enregistré 1.408 brevets. «L’université compte 96 clusters et plus de 3.000 espaces dédiés aux start-up. Il est question également de 100 centres de développement de l’entrepreneuriat, 1.700 projets de micro-entreprises, 405 labels approuvés et 1.408 brevets d’invention, souligne le ministre.

Par Sirine R

Le ministre a souligné, en marge de son passage au forum d’El Moudjahid, que l’université s’est développée depuis l’indépendance et a introduit des millions de diplômés universitaires sur le marché du travail. Il a souligné que 405 projets innovants ont été enregistrés, dont 12 transformés en entreprises émergentes opérant sur le marché. Dans le même contexte, il a ajouté que l’Algérie se classe au deuxième rang en Afrique pour en matière de start-up. Par la même occasion, le ministre a rappelé que 39 produits scientifiques ont été enregistrés et orientés vers le monde économique afin de les adopter, en les transformant en produits commercialisable. Il a ainsi réaffirmé que l’université se prépare en 2024 à s’orienter vers l’université moderne de 4ème génération en « un bref délai ». Le ministre a indiqué que «l’université est devenue une plateforme d’enseignement créatif, intégré et ouvert à travers les résultats obtenus», affirmant que le secteur de l’enseignement supérieur œuvre à « la numérisation des struc-

tures universitaires en vue d’améliorer la qualité d’enseignement et relever le niveau de performance ». Et d’ajouter : «La stratégie du secteur se base sur plusieurs axes, entre autres la création de nouveaux processus de formation en accord avec le développement de l’industrie nationale, à l’instar de l’automobile. Je rappelle que la filière mécanique est déjà enseignée dans les établissements universitaires. Toutefois, il est possible de renforcer cette spécialité dans les bassins de l’industrie automobile», a-t-il ajouté. Dans un autre registre, Baddari a soutenu que le classement des universités s’est fortement amélioré. «La visibilité de nos universités est devenue une réalité. Selon les classements internationaux, elles ont gagné beaucoup de places en se classant parmi les 100 premières», a-t-il relevé. Par ailleurs, et afin d’accompagner le développement économie du pays notamment dans le domaine industriel, le ministre Baddari a annoncé le lancement des démarches pour la création d’un domaine de formation en industrie automobile. Dans ce sens, M. Baddari a assuré que son département a ins-

truit des enseignants et des chercheurs universitaires pour la présentation de projets et de propositions pour la création de cette nouvelle spécialité. D’après lui, l’objectif est d’accompagner le processus entamé par les pouvoirs publics pour le développement de la filière en Algérie mais aussi la formation de cadres spécialisés dans ce domaine prometteur. Le ministre a souligné que cette nouvelle spécialité sera enseignée au niveau des universités proches aux usines de montage. Questionné sur la qualité de l’enseignement et de la formation, le ministre a déclaré que son secteur s’efforce d’améliorer la qualité de l’enseignement universitaire et d’assurer la qualité nécessaire. Il a souligné que le taux d’échec dans les universités, notamment aux licences, se situait auparavant entre 30 et 40%, soulignant que le pourcentage a diminué cette année à 18%. Le ministre a révélé que le taux d’échec témoigne de la qualité de l’enseignement par rapport aux pays européens, où le taux d’échec a atteint 60 %. Il a expliqué dans le même contexte que le taux de réussite à l’École nationale d’intelligence artificielle atteint 95%.

LE MINISTRE CHERFA REÇOIT SON HOMOLOGUE VÉNÉZUÉLIEN

Renforcer la coopération dans le domaine agricole

Le ministre de l’Agriculture et du Développement rural, M. Youcef Cherfa, a reçu, lundi à Alger, le ministre de l’Agriculture productive et des Terres, Wilmar Alfredo Castro Soteldo, avec qui il a passé en revue l’état et l’avenir des relations bilatérales ainsi que les moyens de les renforcer dans le domaine agricole. Lors de cette rencontre, qui s’est déroulée en présence de cadres des deux ministères, les deux parties ont évoqué l’état de la coopération bilatérale et les moyens de la renforcer à l’avenir, dans le cadre de la Commission intergouvernementale mixte algéro-vénézuélienne de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, coprésidée par les ministres de l’Agriculture des deux pays, outre le renforcement des re-

lations de coopération existant entre l’Algérie et le Venezuela dans le domaine agricole. S’exprimant à la presse au terme de la rencontre, M. Cherfa a indiqué que les entretiens entre les deux parties avaient porté notamment sur la mise en place d’une feuille de route à même de concrétiser les accords signés conjointement en juin 2023, à Caracas (Venezuela), en termes de développement agricole et de santé vétérinaire. Il s’agit également de la mise en place d’un programme de coopération en la matière entre les deux pays. Le ministre a souligné, dans ce sens, l’importance des atouts agricoles de Venezuela, affirmant que l’Algérie a les capacités nécessaires pour exporter ses produits agricoles dans le cadre d’une approche complémentaire. En visite

de travail en Algérie, le ministre vénézuélien de l’Agriculture productive et des Terres conduit une importante délégation officielle, composée des ministres du Transport, du Tourisme, de la Pêche et du Commerce extérieur en sus vice-ministre de l’Economie, et plus de 80 hommes d’affaires représentants plusieurs secteurs. Dans ce cadre, une rencontre entre les opérateurs économiques algériens et vénézuéliens a été organisée lundi soir, «une opportunité de mettre en place un programme d’échange économique et commercial entre les deux parties», ajoute M. Cherfa. Le ministre a rappelé à cette occasion l’importance de la ligne aérienne directe entre Alger et Caracas, inaugurée dimanche, affirmant qu’elle “érigera l’aéroport d’Alger en

hub reliant les villes asiatiques, africaines et européennes au portail ouvert avec l’Amérique latine à partir de Caracas”, outre son rôle dans le renforcement des relations économiques bilatérales. De son côté, le ministre vénézuélien a souligné l’évolution des niveaux de coopération entre les deux pays, dans différents domaines, dont l’agriculture et la santé vétérinaire, ajoutant que les discussions ont également porté sur le renforcement des échanges bilatéraux de produits agricoles dans une perspective intégrée. Pars ailleurs, les deux ministres ont évoqué, en leur qualité de présidents de la commission intergouvernementale mixte, les domaines de l’énergie, de l’industrie, du commerce et du tourisme.

INDUSTRIE

Aoun rassure les investisseurs américains

Le ministre de l’Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu hier le président exécutif de la stratégie dans la société « Hecate Energy », M. David Wilhelm et le président du conseil d’affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhoun, en plus d’une importante délégation composée de 25 hommes d’affaires américains. Selon un communiqué du ministère, Aoun a salué au début de cette rencontre la volonté des hommes d’affaires américains pour lancer des partenariats et signer des accords gagnant-gagnant avec des entreprises algériennes conformé-

ment à la vision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. « Le ministre a reçu les offres et les propositions des hommes d’affaires américains qui ont affiché leur volonté pour investir dans le secteur de l’industrie notamment après l’amélioration du climat des affaires en Algérie et l’application du nouveau code d’investissement. Le ministre a tenu à rassurer les opérateurs économiques à propos de l’investissement dans le secteur industriel surtout que le nouveau code protège les opérateurs étrangers, tout en assurant que la stratégie actuelle du secteur vise à encourager les

projets porteurs de richesses et d’emplois», indique le ministère dans son communiqué. M. Aoun a également appelé les hommes d’affaires américains à s’orienter vers l’investissement dans les énergies renouvelables, la production de pièces de rechange et le rail : « Les pouvoirs publics accordent une grande importance pour ces secteurs stratégiques. Les deux parties ont exprimé leur volonté pour concrétiser des projets dans ces secteurs après la rencontre avec l’agence algérienne pour la promotion de l’investissement», conclut la même source.

R E

ENVIRONNEMENT

Lancement de la première édition du prix de la gestion des déchets

L’Agence nationale des déchets (AND), a lancé lundi à Alger, la première édition du concours de la meilleure réalisation, innovation et invention dans le domaine de la gestion des déchets , qui s’est tenue sous le thème "les déchets source de richesse" . Le concours s’adresse aux entreprises publiques au niveau de wilaya chargées de la gestion des centres d’enfouissement techniques des déchets, aux jeunes porteurs de projets, aux start-ups, aux associations de la société civile, ainsi qu’aux journalistes et aux écrivains, d’après les explications données lors de la cérémonie inaugurale. Ce concours vise à mettre la lumière sur les différentes problématiques en lien avec le secteur des déchets, et à créer des solutions efficaces qui puissent transformer les défis actuels en opportunités de travail concrètes et efficaces, indique à cette occasion le directeur générale l’AND , Karim Oumane. L’événement vise à " améliorer le secteur et à le moderniser à travers l’utilisation des dernières technologies et la création d’une atmosphère concurrentielle entre les différents opérateurs du secteur" déclare l’intervenant ajoutant que ce dernier s’inscrit dans le cadre " de la stratégie de l’AND en matière de gestion des déchets". Elle s’inscrit, également, dans le cadre des activités de sensibilisation à l’importance de la modernisation de la gestion des déchets qui nécessite l’adhésion de l’ensemble des acteurs dans "une action participative par excellence", selon le responsable. Intervenant à l’occasion, le directeur de l’Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l’information (EN-SJSI), Abdesslem Benzaoui a fait savoir que le lancement de ce concours était une opportunité aux étudiants pour connaître de près les multiples défis climatiques notamment celui de la gestion des déchets. De son côté, le directeur de l’Université de la formation continue (UFC), Yahia Djaafri a mis en avant le rôle de l’université dans le traitement des questions climatiques et la mise en place de systèmes d’activité durables et verts. Les centres d’enfouissement technique peuvent également prendre part à cette compétition en exposant son expérience dans la gestion, les équipements, le taux de récupération des déchets et le développement des projets et de mécanismes innovants à même de contribuer à une gestion efficiente des déchets.

R E.

ENTAMER DES ESSAIS
TECHNIQUES DU
TÉLÉPHÉRIQUE
Le wali de
Constantine donne
des instructions
fermes

Des instructions fermes ont été données jeudi par le wali de Constantine, Abdelkhalak Sayouda à l'effet d'entamer la phase des essais techniques du téléphérique de la ville des ponts « d'ici au 10 février prochain au plus tard ». Inspectant le chantier de réhabilitation du téléphérique de Constantine dans le cadre d'une visite d'inspection effectuée dans plusieurs projets de développement à l'occasion de la commémoration du 69ème anniversaire de la mort du Chahid Didouche Mourad (1927-1955) et la célébration de la Journée nationale de la commune (18 janvier), le wali a instruit les responsables de l'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) d'accélérer les travaux pour permettre le lancement des essais techniques « le 10 février prochain au plus tard ». Affirmant que ce moyen de transport sera mis en service « prochainement », le même responsable a mis en avant son impact dans l'amélioration des conditions des déplacements des Constantinois avec une capacité de transport entre 10 000 à 15 000 personnes par jour. Les travaux de réhabilitation en cours dans les trois stations du téléphérique, de Constantine (la station de la cité Emir Abdelkader, la station du CHU et la station Tatache Belkacem, ex-Rue Thiers) affichent actuellement un taux d'avancement de l'ordre de 98%, a-t-on précisé sur place. Sur le chantier de réalisation de l'échangeur de la route nationale RN3 dans la commune de Didouche Mourad, le wali a donné un délai de 10 jours pour achever les travaux de réalisation de cette route et permettre la mise en place des équipements de signalisation. M. Sayouda a donné le coup d'envoi d'une vaste opération de réfection de routes à travers plusieurs quartiers de la commune de Constantine et a supervisé l'achèvement de l'opération de raccordement des délégations communales des localités de Benchergui, d'El-Hatabia, de Khemisti et de Salah Bey au réseau de la fibre optique, ce qui va permettre l'amélioration du service public. Il a été procédé au cours de cette tournée d'inspection, entre autres, à l'ouverture d'une cantine scolaire de 200 repas à l'école Arfa Mohamed à la cité Zouaghi Slimane et la visite du pôle sportif Abdelhamid Damache composé de plusieurs structure de sports et de jeunes ainsi qu'une maison de jeune 50 lits à la cité Boussouf. À la circonscription administrative Ali Mendjeli, le wali a inspecté plusieurs projets comme le laboratoire régional de contrôle des produits pharmaceutiques devant être mis en service « prochainement », l'annexe de l'université islamique et le centre culturel islamique Abdelhamid Benbadis. Dans la matinée, les autorités locales accompagnées de la famille révolutionnaire se sont rendues devant la stèle historique érigée à Oued Boukarkar dans la commune de Zighoud Youcef pour commémorer le 69ème anniversaire de la mort du Chahid Didouche Mourad.

AIN DEFLA

Près de 1000 ha de foncier urbain récupérés après la révision des PDAU

Une superficie de près de 1000 hectares du foncier urbain a été récupérée la suite de la révision des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) des communes d'Ain Defla, Khemis Miliana et de Miliana, a-t-on appris, des services de la wilaya.

Le périmètre urbain des chefs-lieux communaux d'Ain Defla, Khemis Miliana et de Miliana, a été renforcé par une superficie de près de 937 hectares à l'issue de la révision des PDAU par la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (Duac) et leur approbation par l'assemblée populaire de wilaya (APW) lors d'une session ordinaire le 9 janvier dernier, ajoute la même source. Concernant le chef-lieu de wilaya, la nouvelle version du PDAU a prévu une extension du périmètre urbain de 556,46 hectares à travers la réintégration des plans d'occupation du sol (POS) n° 17 et 25 et la création de quatre nouveaux POS portant les numéros 31, 32, 33, 34, soulignent les mêmes services. Ainsi, cette opération a également re-

défini le gabarit des constructions notamment les immeubles pouvant atteindre le R+9 et R+11, ainsi que l'habitat individuel qui passe d'un gabarit de R+3 à R+4, tandis que les POS du nouveau PDAU, les constructions peuvent atteindre jusqu'à un niveau de R+25, et ce selon les règlements définis par l'instrument d'urbanisme en question, a-t-on précisé. En outre, la révision des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme a permis aussi une extension urbaine de 279 hectares pour la commune de Khemis Miliana et de 102,37 ha au profit de la commune de Miliana, a-t-on appris de même source. Le chef de l'exécutif local, Abdelghani Filali, avait souligné, lors de la dernière session de l'APW, « la nécessité de régler le plus rapidement le problème du foncier au ni-

veau de plusieurs communes pour pouvoir implanter les nouveaux programmes de logement et des équipements publics », en indiquant que la solution réside dans la révision des PDAU qui sont saturés. De plus, les autorités locales ont décidé d'implanter les nouveaux programmes de logement, notamment la formule location-vente au niveau de la nouvelle ville satellite qui s'étend sur une superficie de 1.200 ha entre la commune de Djelida et Bourached, dont l'étude a déjà commencé depuis quelques semaines. Par ailleurs, ce nouvel espace urbain abritant un pôle urbain du côté de Djelida et un pôle industriel à Bourached, « donnera une aisance à la wilaya pour ce qui est de la disponibilité du foncier pour une période allant de 10 à 15 ans », a estimé le wali.

SIDI BEL ABBES

Ouverture d'une agence commerciale BDL spécialisée dans le crédit sur hypothèque

Une 8ème agence commerciale de la Banque de développement local (BDL) "479", spécialisée dans le crédit sur hypothèque a été ouverte, dimanche à Sidi Bel Abbes sous la supervision du Directeur général de cette institution bancaire, Youcef Lalmas. M. Lalmas a souligné que l'ouverture de cette agence, la première du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du réseau commercial de la BDL, notamment concernant les prêts hypothécaires, pour se rapprocher le plus possible de la clientèle. Le même responsable a

souligné, dans une déclaration à la presse, que cette agence commerciale spécialisée dans les prêts hypothécaires sur l'or viendra s'ajouter aux services bancaires classiques et islamiques fournis par les autres agences commerciales de la Banque du développement local dans la wilaya de Sidi Bel Abbes. Evoquant le prêt d'exploitation, il a souligné que la Banque du développement local accompagne les entreprises et les investisseurs afin de les assister et les accompagner, rappelant les différents types de prêts d'exploitation accordés par la banque, les délais

de traitement du dossier du crédit, la durée de remboursement et le taux d'intérêt. Concernant la finance islamique, le Directeur général de la BDL a indiqué que son institution bancaire expose des produits de conformité aux principes de la charia islamique, qui est totalement différente du financement classique, signalant que parmi ces produits, figurent "le crédit-bail immobilier se terminant par la propriété" pour les particuliers, "Mourabaha pour les véhicules" pour les particuliers et "Mourabaha de consommation" pour les particu-

liers, "Mourabaha d'investissement" pour les entreprises et "Mourabaha d'exploitation" pour les entreprises. Il a également indiqué que la Banque de développement local s'emploie à accompagner les efforts déployés pour généraliser l'usage du paiement électronique, puisqu'elle offre gratuitement aux commerçants les moyens de paiement électronique, notamment des terminaux, notant dans le même contexte les produits fournis par la banque concernant la fourniture de différents types de cartes électroniques.

OUM EL BOUAGHI

Le Ministère de l'intérieur répond aux attentes d'Ouled Saoud

Le ministère de l'Intérieur a répondu aux préoccupations des citoyens d'Ouled Saoud, une bourgade située dans la commune de Sigus, à Oum El Bouaghi, qui ont été relayées dans les médias et sur les réseaux sociaux. Ces préoccupations portent sur le raccordement de leurs foyers aux réseaux d'électricité et de gaz, la réalisation du projet de réservoir, la construction de pistes et de routes, ainsi que l'aménagement de l'école primaire. Suite à la consultation des services concernés, le ministère de l'Intérieur a émis avant-hier, samedi 20 janvier, un communiqué exposant les explications suivantes. En ce qui concerne le raccordement au réseau de gaz naturel, les services du ministère signalent qu'une opération a été inscrite au profit de la bourgade

d'Ouled Saoud, au titre du Fonds de Solidarité et de Garantie des Collectivités Locales (FGSCL) pour l'année 2023. Les travaux, dont le taux d'avancement a atteint 50 %, sont actuellement en cours, marquant l'achèvement de la première tranche. Il ne reste plus que le branchement à la conduite principale. La seconde tranche a été confiée à une autre entreprise après le désistement de la première. Les travaux seront relancés dès que les procédures restantes seront achevées. Pour ce qui est de l'approvisionnement en énergie électrique, le communiqué indique que la majorité des foyers ont été connectés au réseau, à l'exception de quelques habitations éloignées. Ainsi, la municipalité a préparé un devis quantitatif estimé à 320 millions de dinars, et la prise en charge de ces coûts sera ef-

fectuée dans le cadre des programmes de développement de la wilaya. Le communiqué ajoute que lors d'une séance de travail supervisée par le wali, l'ordre du jour a porté sur la situation des projets de raccordement aux réseaux d'énergie électrique et gazière pour les différents programmes retenus dans les communes, mettant particulièrement l'accent sur ceux inscrits en faveur des zones d'ombre. Des instructions fermes ont été émises à la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Est) pour exhorter les entreprises responsables de ces projets à rattraper les retards accumulés. Cela doit se faire conformément à un programme clairement défini, en coordination avec les chefs de daïra, a-t-on ajouté.

L'économie chinoise minée par une crise de confiance

Le produit intérieur brut de la deuxième puissance économique mondiale a progressé de 5,2 % au quatrième trimestre et pour l'ensemble de l'année 2023, l'une des plus faibles croissances des dernières décennies. La levée des drastiques restrictions anti-Covid n'a pas offert le rebond es

Par Frédéric Schaeffer

La levée des drastiques restrictions anti-Covid il y a un an n'aura pas eu l'effet de rebond escompté en Chine. La croissance s'est située l'an dernier à l'un de ses plus bas niveaux depuis trois décennies. Le PIB de la deuxième puissance économique mondiale a progressé de 5,2 % au quatrième trimestre et pour l'ensemble de l'année 2023, selon les données publiées mercredi par le Bureau d'Etat des statistiques. Hormis les trois années pendant lesquelles la Chine s'est fermée au monde extérieur dans le cadre de sa politique « zéro Covid », l'économie du pays a connu en 2023 sa croissance annuelle la plus lente depuis 1990 (3,9 %), l'année qui a suivi les manifestations étudiantes, écrasées dans le sang autour de la place Tiananmen à Pékin, en juin 1989, entraînant une mise au ban de la Chine sur la scène internationale. En 2022, la croissance s'était établie à 3 %, et à 2,2 % en 2020, première année du Covid-19.

« L'année ne s'est pas déroulée comme espéré »

Le Premier ministre Li Qiang avait vendu la mèche dès mardi, lors du Forum de Davos, pour mieux souligner que le taux de croissance était conforme à l'objectif « d'environ 5 % » fixé en début d'année par Pékin. Cet objectif avait alors été jugé particulièrement modeste par les économistes. La croissance bénéficie en outre d'un effet de base très favorable après une année 2022 marquée par des multiples confinements, dont celui particulièrement long et sévère de Shanghai, l'un des principaux poumons économiques du pays. «



Même si l'économie chinoise a dépassé l'objectif de croissance d'environ 5 % pour 2023, l'année ne s'est pas déroulée comme les responsables l'avaient espéré, reconnaît Harry Murphy Cruise, économiste chez Moody's Analytics. Pour cette première année sans restriction pandémique, nous nous attendions à une vague d'activité, les ménages et les entreprises rattrapant le temps perdu. Au lieu de cela, nous avons eu une année marquée par une confiance chancelante des ménages et des entreprises méfiantes. » Les restrictions anti-Covid ont laissé des cicatrices profondes dans la population tandis que la crise de l'immobilier s'est aggravée, minant la confiance des consommateurs et entraînant d'autres secteurs dans sa chute. L'immobilier a longtemps contribué, au sens large, à environ 30 % du PIB chinois et à 20 % des emplois,

constituant un puissant moteur des décennies passées. La vente de terrain était, ces dernières décennies, une source de recettes inestimables pour les collectivités locales. Près de 70 % de la richesse des ménages chinois étant liée à l'immobilier, la baisse du prix de la pierre est un coup dur pour leur moral et leur portefeuille. Passé le « zéro Covid », l'économie chinoise ne s'effondre pas mais retrouve, peu ou prou, son ralentissement tendanciel d'avant-crise. De nombreuses incertitudes demeurent depuis la levée des restrictions sanitaires et devraient continuer à peser cette année 2024. Du côté des consommateurs, la faible progression des revenus et le chômage élevé, notamment chez les jeunes (14,9 % des jeunes actifs, Pékin publiant un chiffre pour la première fois depuis l'été), ne poussent pas à délier les cordons de la bourse. Signe guère encourageant, les ventes au détail ont ralenti en décembre (+7,4 % sur un an), après une nette accélération en novembre (+10,1 %).

Des défis structurels

Au niveau commercial, la moindre croissance en Occident et les tensions géopolitiques pèsent sur les exportations made in China. S'agissant de l'immobilier, la crise n'est pas terminée. En matière financière, l'endettement des petites banques et des gouvernements locaux reste préoccupant. La fin du « zéro Covid » n'enlève rien non plus aux défis structurels auxquels l'économie chinoise est confrontée et qui menacent la croissance potentielle : l'endettement des entreprises, qui pèse sur leur capacité à investir ; la population active qui baisse du fait du vieillissement (la population de la Chine a diminué de 2,75 millions de personnes l'an dernier, un déclin plus rapide qu'en 2022) ; la croissance de la productivité qui ralentit... La transformation du modèle chinois vers davantage de consommation intérieure peine à se réaliser, pénalisée par un taux d'épargne élevé lié à la défiance de la population, l'absence de réformes de la protection sociale et une politique de soutien à la demande très timide. « La reprise économique de la Chine dépendra principalement du calendrier de reprise de l'immobilier », estime Raymond Yeung, analyste chez ANZ. Observant que l'investissement immobilier s'est encore contracté de 9,6 % en décembre, « le calendrier de stabilisation du marché immobilier reste incertain ». Et d'anticiper à ce stade une croissance du PIB de 4,2 % en 2024, inférieure à la prévision de la Banque mondiale (4,5 %).

Source : Les Echos

L'IA n'exprime pas (encore) de facultés émergentes

Par Etienne Grass (*)

Contre-courant de l'effervescence ambiante, une étude de Stanford conclut que les capacités émergentes des modèles de langage (LLM) sont encore un mirage. En décembre dernier, à la Nouvelle-Orléans, se tenait le NeurIPS, cette grande conférence qui est devenue depuis vingt ans la Mecque de la data science mondiale. Parmi la poignée de papiers distingués à cette occasion, une étude est à contre-courant de l'effervescence ambiante sur les modèles de langage (LLM) : portée par trois jeunes chercheurs de Stanford, elle cloue au pilori l'ensemble des précédents papiers qui concluaient à l'existence de « facultés émergentes » de ces modèles d'IA. Elle met ainsi en évidence un biais dans le choix de la métrique utilisée chaque fois que l'émergence semble démontrée ; lorsque l'on redresse ce

biais, l'hypothèse de l'émergence fond comme neige au soleil. C'est encore un « mirage », conclut l'étude. Raisonnements abstraits « Emergence », de quoi parle-t-on ? Le concept est issu de la science des systèmes, depuis les travaux du prix Nobel de physique Philip Anderson en 1972, qui a montré qu'il existe une « symétrie cassée » entre les différentes branches des sciences, laquelle crée des non-linéarités. Pour simplifier, quand la complexité d'un système s'accroît, un point de bascule peut être franchi à l'issue duquel ce système nous échappe. Ce point doit être contrôlé, un peu comme le robot HAL 9000 imaginé dans « 2001, l'odyssée de l'espace » par Stanley Kubrik. Un LLM ne sait rien. Il n'a pas de croyance. Il n'a surtout pas d'intention. Et il est grand temps de débarrasser l'IA de son verbiage anthropomorphique. Mais l'émergence est une possibilité scientifique, qu'il faut observer.

Des tests ont d'ailleurs fait florès pour détecter ces « facultés émergentes ». Ils suivent une particulière acuité imprévue des modèles (« sharpness ») et leur imprévisibilité (« unpredictability »). En mai dernier, faisant le tour des performances de ChatGPT-4, les chercheurs de Microsoft ont considéré ainsi que ce modèle a atteint une « forme d'intelligence artificielle générale ». Il est en effet capable de généraliser des concepts et de suivre des raisonnements mathématiques abstraits. Ceux d'Anthropic ont pointé la semaine passée le risque d'un « empoisonnement des modèles », à l'origine d'un « comportement stratégique déshonnête » de leur part. Mais d'émergence il n'y en a point, nous dit Stanford. Ce qui veut dire que ces comportements peuvent être mis sous contrôle. La recherche sur les benchmarks des LLM sera le grand sujet de l'IA en

2024. Il ne doit pas être traité dans le cercle étroit des congrès. L'étude de Stanford s'appuie sur le « BIG bench », une base de 200 tests qui a été conçue pour voir si le fameux test de Turing est franchi (BIG pour « Beyond the Imitation Game »). D'autres benchmarks sont conçus plus spécifiquement pour évaluer la capacité d'un modèle à interpoler (« MMNU »), à produire du code informatique (« HumanEval »), à converser (« Chatbot Arena » ou « MTBench »), à résoudre de façon autonome des problèmes abstraits (« SWEbench » ou « ARC ») ou à exprimer du bon sens (« HellaSwag »). Une entreprise créée par trois Français, Hugging Face, est devenue la plateforme mondiale de ces benchmarks. Elle sera centrale en 2024.

(*) Directeur exécutif de Capgemini Invent en France.

QATAR

Participation au Forum Mondial de l'Alimentation et de l'Agriculture à Berlin

L'État du Qatar a pris part au Forum Mondial de l'Alimentation et de l'Agriculture lors de la Conférence de Berlin des ministres de l'Agriculture, placée sous le thème « Les systèmes alimentaires du futur: agir ensemble pour un monde sans faim ». La délégation qatarienne, dirigée par Son Excellence Mr Abdullah bin Hamad Al Attiyah, ministre de la Municipalité, a également participé à la plus importante exposition commerciale dans le domaine de l'industrie alimentaire et agricole « La Semaine Verte Internationale ».

Le Forum, clôturé aujourd'hui dans la capitale allemande, Berlin, s'est étendu sur une durée de trois jours, réunissant les ministres de l'Agriculture de 70 pays. Les discussions ont porté sur le rôle du commerce dans la garantie d'une alimentation adéquate pour la population mondiale, l'importance de la transparence dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ainsi que l'impact du libre-échange sur l'agriculture et le développement rural dans leurs pays respectifs.

Le Salon de la Semaine Verte, organisé par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, est reconnu comme l'un des plus grands salons internationaux spécialisés dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation. Il met en avant une variété de produits alimentaires et d'animaux, le secteur forestier, la culture d'arbres fruitiers, l'élevage, l'horticulture, ainsi que les dernières méthodes et technologies de l'agriculture intelligente. Le Salon comprend également de nombreux séminaires et conférences dans le but d'explorer l'avenir de la coopération agricole et de l'industrie alimentaire, les meilleures approches pour leur commercialisation, ainsi que les méthodes de production respectueuses de l'environnement.

ARABIE SAOUDITE

Le géant pétrolier Aramco annonce des bénéfices «records»

La compagnie, détenue en grande partie par l'Etat saoudien, a dégagé un bénéfice net de plus 160 milliards de dollars l'année dernière, soit une hausse de 46% en un an.

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé dimanche des bénéfices records en 2022 grâce à l'envolée des cours du brut, s'attirant des critiques en pleine crise climatique et énergétique. La compagnie, détenue en grande partie par l'Etat saoudien, a dégagé un bénéfice net 161,1 milliards de dollars l'année dernière, en hausse de 46% sur un an, selon un communiqué publié à la bourse de Ryad.

Il s'agit des profits les plus élevés pour Aramco depuis l'introduction de 1,7% de ses actions à la Bourse saoudienne en décembre 2019.

Le PDG de la compagnie, Amin Nasser, s'est félicité de la "performance financière record en 2022" due à l'envolée des prix du pétrole, dans un contexte de forte reprise de la demande mondiale et de guerre en Ukraine.

Comme pour les majors Shell, Chevron, ExxonMobil, TotalEnergies et PB, qui ont engrangés des bénéfices records de 151 milliards de dollars en 2022, les résultats d'Aramco n'ont pas manqué de faire réagir. "Il est choquant qu'une entreprise réalise



des profits de plus de 161 milliards de dollars en un an à travers la vente d'énergies fossiles, le principal facteur de crise climatique", a déploré la secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard, dans un communiqué.

"C'est d'autant plus choquant que cet excédent a été amassé en pleine crise mondiale du coût de la vie aggravée par la hausse des

prix de l'énergie", conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a-t-elle ajouté.

L'organisation de défenses des droits humains a appelé la monarchie du Golfe à utiliser ces bénéfices, "les plus importants jamais réalisés par une entreprise en un an", selon elle, pour financer la transition énergétique.

LE MINISTRE SAOUDIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DÉCLARE À CNN

Pas de normalisation avec Israël s'il n'y a pas d'État palestinien

Des centaines de personnes ont participé lundi matin à Téhéran aux funérailles de trois des cinq membres des Gardiens de la Révolution iraniens tués samedi dans une frappe imputée à Israël en Syrie. L'hommage a été rendu dans une zone résidentielle du nord de la capitale autour d'une estrade érigée à l'extérieur avec les portraits des cinq Iraniens tués et de Qassem Soleimani, l'ex-chef de la force Qods, la branche chargée des opérations

extérieures des Gardiens de la Révolution, tué en 2020 par une frappe américaine en Irak, a constaté un journaliste de l'AFP. Les cinq "conseillers militaires" iraniens, comme les ont désignés les Gardiens - l'armée idéologique du régime iranien - ont été tués par une frappe qui a détruit un bâtiment de quatre étages de Damas. Une "réunion de chefs pro-Iran" s'y tenait alors, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui a indiqué qu'un

total de 13 personnes ont été tuées. Des médias iraniens ont présenté l'une des victimes comme étant le responsable en Syrie du renseignement pour la Force Qods. L'Iran a accusé Israël de l'attaque et juré de venger ses morts. Israël n'a pas réagi à ces accusations. Ces dernières semaines, Israël a été accusé d'avoir tué, lors d'opérations ciblées, un haut responsable iranien en Syrie et

le numéro deux du Hamas palestinien au Liban, faisant craindre une extension de sa guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza, déclenchée le 7 octobre par une attaque sans précédent du mouvement islamiste palestinien sur le sol israélien. Les Gardiens de la Révolution ont mené le 15 janvier une attaque au Kurdistan irakien contre "un quartier général" d'où opéraient selon eux les services de renseignement extérieur d'Israël.

MAROC

L'agriculture menacée par le stress hydrique

Assurant près de 40% des emplois au Maroc, le secteur agricole est aujourd'hui mis à mal. Vitale pour l'économie du pays, l'agriculture fait face à un stress hydrique aigu ces dernières années. En effet, le pays traverse l'une des périodes de sécheresse les plus critiques de son histoire. L'année 2024 sera la septième année consécutive de sécheresse. Pour la saison agricole 2023-2024, les précipitations ont baissé de plus de 67% par rapport à une saison normale, asséchant les barrages du Royaume. Leur taux de remplissage, au 1er janvier 2024, a baissé à 23,17%, se situant à un niveau très bas qui ne permettra pas d'assurer une alimentation suffisante en eau potable et en irrigation pour les différentes régions du pays.

Plus inquiétant, deux grands barrages qui desservent les deux principales régions agricoles du Royaume sont presque à sec. Le taux de remplissage du barrage de Oum er-Rbia, qui alimente Tadla et Doukkala-Abda, est de 4,7%, et celui de Souss Massa, surnommé «le grenier de l'Europe», autour de 11,37%. La rareté de la ressource hydrique dans ces deux régions sera en partie compensée par la mise en service des stations de dessalement de Safi et Agadir. Une chose est sûre. Ces niveaux, jamais enregistrés auparavant, pousseront le gouvernement à réévaluer ses prévisions de croissance cette année, qui est censée être celle d'une véritable relance économique. L'agriculture, qui totalise près de 15%

des exportations du pays et qui fait vivre des millions de Marocains dans le monde rural, sera ainsi la première à être touchée de plein fouet par ce stress hydrique sans précédent. Selon deux sondages réalisés par le Haut-commissariat au plan et Bank al-Maghrib, les chefs d'entreprises du secteur agro-industriel s'attendent à des baisses de production et de commandes. Malgré l'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires, les pénuries de matières premières et le coût des intrants ont entraîné une hausse des prix au niveau des marchés de gros. À titre d'exemple, le manque de matières premières dans les unités de trituration d'olives a engendré des hausses record. Alors que le kilo

d'olives se vendait auparavant à 1 euro, il a désormais dépassé les 1,5 euro. En conséquence, le prix du litre d'huile d'olive a atteint des sommets, s'élevant à 10 euros au lieu des 4 ou 5 euros enregistrés il y a deux ans. Une situation qui touche quasiment tous les légumes et fruits produits au Maroc, impactant considérablement le pouvoir d'achat des ménages. Face à ce constat, le gouvernement essaie tant bien que mal de limiter la casse, en subventionnant plusieurs maillons de la chaîne agricole et en limitant les exportations agricoles. Des coupures d'eau la nuit et une réduction du débit ont également été décidées dans plusieurs villes très consommatrices de ressources hydriques.

ALORS QUE SA CONSOMMATION S’ANNONCE EN HAUSSE EN AFRIQUE

La production de charbon va baisser légèrement

La production de charbon en Afrique devrait légèrement baisser, passant de 250 à 246 millions de tonnes d'ici 2026, principalement à cause d'un recul des investissements dans le secteur minier. Malgré cela, la consommation de charbon sur le continent devrait augmenter, du fait de l'Afrique du Sud.

La production de charbon en Afrique devrait diminuer de 0,5% en moyenne par an d'ici 2026 pour s'établir à 246 millions de tonnes à cet horizon contre 250 millions de tonnes en 2023, en raison notamment de la forte baisse de nouveaux investissements dans les projets miniers, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport publié en décembre dernier. Intitulé « Coal 2023 - Analysis and forecast to 2026 », le rapport souligne que cette baisse découlera du recul de la production de charbon thermique et de lignite (234 millions de tonnes en 2026) alors que la production de charbon métallurgique, un type de

charbon extrêmement concentré en carbone utilisé dans le secteur de la sidérurgie, devrait enregistrer une augmentation de 0,8% en moyenne par an d'ici 2026 pour atteindre 12 millions de tonnes. Le recul prévu de la production du continent s'explique essentiellement par la forte baisse des investissements dans le développement de nouveaux gisements, et plus particulièrement les projets dédiés à l'exportation. En Afrique du Sud, principal producteur de charbon sur le continent, deux nouveaux projets miniers seulement ont atteint un stade avancé et un seul est entré en production ces derniers mois. Au Mozambique, trois projets d'une capacité

combinée de plus de 40 millions de tonnes par an n'ont pas progressé au cours des dernières années, et peuvent être considérés comme mis en veilleuse. En Tanzanie, aucun nouvel investissement dans une mine de charbon n'a été enregistré au cours des dernières années malgré le niveau élevé des prix sur le marché international. Le rapport révèle d'autre part qu'en Afrique, si la production de charbon diminue légèrement, la consommation, elle, augmente. Elle devrait atteindre 193 millions de tonnes par an en 2026 contre 183 millions de tonnes en 2023, soit une augmentation de 1,8% en moyenne par an durant cette période.

TOGO

La Chine souhaite soutenir le Programme d'urgence pour la région des Savanes

La recrudescence observée des attaques jihadistes en Afrique de l'Ouest, notamment dans la région des 3 frontières et environs, a poussé certains gouvernements à accepter l'aide militaire et technique de pays mieux expérimentés et équipés pour lutter contre cette menace qui affecte la vie des populations. La Chine souhaite soutenir le Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS) du gouvernement togolais, notamment sur l'aspect sécuritaire dans

le nord du pays affecté par des attaques terroristes. L'annonce a été faite à l'issue de la visite de travail de Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, au président Faure Gnassingbé, dans le cadre de sa tournée africaine. Le PURS est une initiative multiforme comprenant des appuis sur les volets infrastructures communautaires, électrification et agriculture, au bénéfice des populations du nord Togo. Le projet a déjà bénéficié 30 milliards FCFA en financements de la BOAD et de

la Banque mondiale qui finance le projet COSO, un programme similaire doté sensiblement des mêmes objectifs. Les deux parties ont également procédé au bilan de la coopération sino-togolaise, et exploré les nouvelles perspectives d'appui mutuel. La question sécuritaire dans le nord a tout particulièrement été abordée. « La Chine est également disposée à soutenir les efforts du président Gnassingbé sur les questions sécuritaires et le renforce-

ment des capacités de toutes les forces de défense et de sécurité togolaises qui ont traditionnellement déjà une coopération avec la Chine depuis très longtemps » a confirmé Wang Yi. La région des Savanes se trouve toujours dans un état d'urgence sécuritaire décrété en juin 2022 et reconduit plusieurs fois par le Parlement, rappelle TogoFirst. Cela est dû à des incursions jihadistes qui ont, selon le gouvernement, fait au moins 30 morts en 2023.

GUINÉE

La ville de Diécké abritera une nouvelle usine de traitement de caoutchouc naturel

En Guinée, le caoutchouc est l'un des principaux produits agricoles d'exportation du pays avec la noix de cajou, les produits de pêche et le cacao. L'industrie de la transformation est dominée actuellement par un seul acteur public, la SOGUIPAH. En Guinée, Mamadou Nagnalen Barry, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage a donné le 19 janvier dernier, le coup d'envoi des travaux de construction d'une usine de traitement de caoutchouc naturel à Diécké dans la région de Nzérékoré.

Cette unité sera exploitée par la Société guinéenne de Palmiers à Huile et d'Hévées (SO-GUIPAH), une entreprise publique. Elle occupera une superficie de 0,74 hectare et sera dotée d'une capacité de traitement de 6 tonnes par heure de caoutchouc naturel. Selon les informations relayées par le site Kalenews, les travaux de construction sont prévus pour s'étendre sur 12 mois. Cet investissement devrait permettre à la SOGUIPAH de quadrupler sa capacité totale installée de transformation de caoutchouc naturel.

En effet, depuis ses débuts dans la transformation du caoutchouc en 2002, l'entreprise publique exploite actuellement une seule usine également basée à Diécké qui lui permet de produire 2 tonnes par heure de caoutchouc sec. Pour son approvisionnement en matières premières, l'entreprise pourra compter sur une plantation industrielle de 6 000 hectares d'hévées, mais dépendra aussi d'un réseau de près de 10 000 agriculteurs qu'elle encadre. Fondée en 1987, la SOGUIPAH opère également sur le segment des huiles comestibles et du savon.

COMMERCE

28% des entreprises africaines prévoient que l'Afrique subsaharienne sera leur 3^e plus grand marché en 2024

La majorité des chefs d'entreprises sondés reconnaissent que les actions gouvernementales relatives au renforcement des accords commerciaux régionaux ont eu un impact positif sur leurs stratégies d'approvisionnement. Environ 28% des dirigeants d'entreprises africains s'attendent à ce que l'Afrique subsaharienne soit leur troisième plus grand marché en 2024 juste après l'Europe et

l'Amérique du Nord contre 19% seulement en 2023, selon un rapport publié par le cabinet de recherche Economist Impact. Intitulé « African trade ; navigating challenges but the rise of intra-regional flows offers opportunities », le rapport précise que la hausse attendue des exportations des entreprises opérant sur le continent vers l'Afrique subsaharienne s'explique par les retombées positives des divers accords

commerciaux conclus entre les pays africains et la prise de conscience des opportunités offertes par la région dans un contexte de mise en œuvre progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Ce rapport est l'édition Afrique du rapport « Trade in Transition » qui se base sur une enquête menée auprès de 3500 dirigeants d'entreprises dans toutes les régions du monde. Il révèle par

ailleurs que les destinations les plus prisées par les chefs d'entreprises africains pour les achats d'intrants (hors main-d'œuvre) sont la Chine (49,2% des sondés) et l'Europe (34,1%). Sur un autre plan, près des trois-quarts des répondants (74%) reconnaissent que les actions gouvernementales relatives au renforcement des accords commerciaux régionaux ont eu un impact positif sur leurs stratégies d'approvisionnement.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Le Cameroun lance la création de centres de négoce décentralisés à la frontière avec le Nigeria

Comme bien d'autres pays, le Cameroun subit un intense phénomène de contrebande à partir ou à destination du Nigeria qui plombe ses finances publiques. La mise en œuvre des centres de négoce « permettra de lutter contre la fraude douanière, mais aussi de générer des emplois directs ou indirects pour la jeunesse des communes considérées », selon Louis Paul Motaze, le ministre des Finances. La direction générale des Douanes camerounaises (DGD) a signé il y a quelques jours avec les mairies de Mora, Fotokol, Bourha et Kolofata des protocoles d'accord de collaboration pour lutter contre la contrebande et la fraude douanière. Les deux parties vont coordonner leurs renseignements et actions sur les circuits d'importation/d'exportation illicite de produits, et implanter des centres de négoce dans ces communes frontalières au Nigeria. Les termes de l'accord relayés par Investir au Cameroun prévoient que les mairies assurent la gestion des flux de marchandise entrant dans lesdits centres, et contribuent à leur sécurité en collaboration avec les forces de l'ordre. Elles doivent aussi identifier les ressources locales susceptibles de transactions transfrontalières, et collaborer avec la DGD pour déterminer les procédures commerciales adéquates. Quant aux services douaniers, ils participeront à la construction et l'équipement des centres, et aménageront des couloirs de dédouanement rapide des marchandises destinées directement aux communes dans le cadre de la coopération décentralisée avec l'étranger. Ils octroieront aussi des facilités aux flux importés dans le cadre de dons étrangers aux mairies concernées, et organiseront des sessions de formation sur la fiscalité douanière, relativement aux secteurs identifiés comme ressources à fort potentiel fiscal. Les centres de négoce sont consacrés dans les dispositions de la Loi du 21 décembre 2010 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2011. Ils sont mis en application par le décret du Premier ministre du 12 septembre 2014 portant création, organisation et fonctionnement de ces structures dans les zones frontalières.

POINT-MARCHÉS

Le grand marché aux puces

Les marchés actions ont divergé la semaine dernière, avec des indices européens plutôt baissiers pendant que Wall Street battait ses records. Au final, les deux paris les plus embouteillés des derniers mois ont repris le dessus : les investisseurs se sont rués sur les valeurs technologiques américaines et sur les actions japonaises. Ils n'ont réservé que les miettes pour le reste. Explorons cela pour démarrer la semaine.

La grosse surprise de la semaine précédente, c'est que les investisseurs n'ont mis que quelques jours à faire leur deuil d'une baisse de taux précocée de la Fed. Je serais même tenté de dire qu'ils n'ont mis que quelques heures. Oh, ils pensent toujours que la banque centrale américaine joue les matamores et qu'elle aboie plus qu'elle ne mord. Mais ils ont aussi pris acte que l'assouplissement monétaire sera probablement moins rapide et moins linéaire que ce qu'ils espéraient. Ceci dit, ils s'en fichent un peu tant que l'économie tient. Ça fait deux ans qu'on leur promet des lendemains difficiles et une récession, mais rien de tout cela ne s'est matérialisé. C'est un peu l'effet Pierre et le loup. Comme un pied de nez, les trois indices principaux de la bourse de New York, S&P500, Nasdaq 100 et Dow Jones, ont terminé au zénith vendredi. Il leur a fallu pour ça du carburant, puisque la capacité du marché à encaisser un recadrage des attentes sur les taux n'est pas en soi un vecteur d'accélération. Les investisseurs l'ont trouvé dans leurs technologiques chéries, via le retour d'une actualité porteuse. Et là vous allez me dire : elle est toujours porteuse, l'actualité du secteur technologique ! Pas tout à fait, parfois, elle patine un peu. Mais deux étincelles sont venues remettre le feu aux poudres.

L'Europe avance dans le sillage de Wall Street, la BCE dans le viseur

Les Bourses européennes ont ouvert en hausse lundi, dans le sillage de Wall Street et avant une semaine riche en événements de politique monétaire et d'indicateurs. À Paris, le CAC 40 avance de 0,98% à 7.443,67 points vers 08h33 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,88%, contre 0,83% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,83%, l'EuroStoxx 50 0,92% et le Stoxx 600 0,75%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le vert, le Dow Jones progressant de 0,19%, contre

0,28% pour le Standard & Poor's 500 et 0,54% pour le Nasdaq. Le S&P 500 a touché un record historique vendredi, soutenu par les valeurs de la tech qui entraîne à la hausse le reste des indices actions. La tech s'affiche en tête des secteurs du Stoxx 600 et contribue à la bonne performance des indices en zone euro, Bernstein ayant notamment relevé sa recommandation sur ASML à "surperformer". Les investisseurs seront attentifs cette semaine à la décision de la Banque centrale européenne, jeudi, ainsi qu'à la publication des

D'abord, TSMC, qui a annoncé des objectifs plus élevés que prévu le 18 janvier. Le taïwanais, qui fait la pluie et le beau temps dans le secteur en tant que premier producteur mondial de puces, a réveillé la libido du marché. Dans la foulée, l'américain Super Micro Computer a relevé ses propres prévisions. Je crois que peu de monde connaissait ce titre il y a deux ans. Mais c'est devenu une sorte de produit à effet de levier sur l'intelligence artificielle. Il a plus que quintuplé en un an et ne cesse d'affoler les compteurs. Vendredi, il s'est envolé de 36% sur la séance (!!!) et a tracté tout le secteur. Les financiers pensent que le relèvement des objectifs est le signe que les autres locomotives du secteur ne décevront pas, à commencer par Nvidia, qui a également flambé vendredi. Attention quand même à la super-bulle qui peut super-péter à la figure des super-investisseurs. J'écris ça un peu sans conviction, parce qu'il faut bien le rappeler de temps en temps. Mais pour le moment, le mouvement est puissant et fait effectivement exploser les bénéfices des sociétés qui vendent les pelles et les pioches de l'IA, donc il ne faut pas trop se poser de questions. Pour illustrer la force motrice du secteur, il suffit de regarder l'indice sectoriel S&P500 des semi-conducteurs : il a gagné 8,4% la semaine dernière. Soit trois fois plus que

le Nasdaq 100 (+2,9%). Du coup, on a l'air un peu couillon en Europe avec notre compartiment technologique sous-dimensionné. D'ailleurs, les indices du vieux continent ont baissé la semaine dernière, pendant la fiesta américaine. Il y a quand même eu des envolées semiconducteusesques, avec BE Semiconductor et ASM International qui ont pris plus de 10%. Mais les deux fers de lance européens, STMicroelectronics (+2%) et Infineon (-0,2%) sont loin d'avoir autant brillé que leurs homologues américains. Probablement parce qu'il y a plus de puces pour l'automobile

que de puces pour l'intelligence artificielle dans leur périmètre et dans leur com'. J'en profite pour ajouter que l'automobile, c'est pas la panacée actuellement, avec les doutes sur la transition vers l'électrique et le coup de frein aux ventes de véhicules neufs. Tout ça pour dire que sur la semaine écoulée, le STOXX Europe 600 a perdu 1,6% et qu'aucun des principaux indices européens n'a clôturé dans le vert, même si l'AEX néerlandais et ses poids lourds des machines de production de semi-conducteurs ASML et ASM International ne sont pas passés loin de la hausse.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Janvier 2024					
Valeur : 24 Janvier 2024					
BASE		DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2795	134.2945
1	EUR	EURO		146.3378	146.4079
1	GBP	POUND STERLING		170.5570	170.6194
100	JPY	JAPANESE YEN		90.6865	90.7089
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6593	18.6616
1	CHF	SWISS FRANC		154.5396	154.6459
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.9178	99.9587
1	DKK	DANISH KRONE		19.6238	19.6280
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8250	12.8291
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7868	12.7920
1	AED	UAE DIRHAM		36.5546	36.5686
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8012	35.8071
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.2557	436.4462
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9342	43.3657
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4746	13.4761
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8144	27.9571
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5355	3.5359
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.7595	178.7595

PORTÉE PAR LES GAINS À WALL STREET EN FIN DE SEMAINE DERNIÈRE

La Bourse de Tokyo démarre en nette hausse

La Bourse de Tokyo, qui enchaîne des sommets inédits en 34 ans depuis le début de l'année, démarrait lundi en forte hausse, soutenue notamment par l'optimisme de Wall Street en fin de semaine dernière, tirée par les valeurs technologiques américaines. L'indice vedette Nikkei gagnait 1,47% à 36.491,45 points après 01h00 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,93% à 2.533,30 points. Depuis début janvier, le marché tokyoïte a allègrement dépassé la barre des 34.000 points, puis celle des 35.000, et pourrait ainsi terminer lundi au-delà des 36.000 points pour signer un nouveau record en clôture depuis début 1990. Liée aux politiques monétaires américaine et japonaise toujours très divergentes, la

rechute du yen favorise les valeurs exportatrices nippones, et le marché tokyoïte est aussi dopé par une ruée d'investisseurs étrangers, en quête d'alternatives à la Chine.

Le projet de fusion Sony-Zee reste en suspens

Le verdict de Sony (+1,85%) était toujours attendu sur son projet de fusionner ses activités TV et streaming en Inde avec le géant indien des médias Zee Entertainment, alors qu'un nouveau délai pour finaliser cet accord a expiré ce week-end, après une prolongation d'un mois accordée en décembre par Sony. Dans un communiqué boursier publié vendredi soir, Zee

a dit solliciter une nouvelle extension de délai «raisonnable» pour mener à bien les négociations. Cependant Sony serait contre et son refus signifierait probablement l'arrêt de mort du projet, selon le quotidien indien The Economic Times citant des sources proches du dossier. Interrogé lundi, Sony s'est refusé à tout commentaire. Les relations entre Sony et Zee se sont tendues depuis l'annonce de leurs fiançailles fin 2021. Le groupe japonais ne voudrait plus notamment que le directeur général de Zee, Punit Goenka, prenne la tête du nouvel ensemble, car il est accusé d'abus de biens sociaux et visé par une enquête du gendarme financier indien.

Le pétrole en petite baisse

Le cours dollar/yen était quasi stable, un dollar valait 148,07 yens vers 01h00 GMT contre 148,12 yens vendredi à 21h00 GMT. L'euro était lui aussi presque inchangé par rapport à la devise japonaise, cotant à 161,38 yens contre 161,41 yens en fin de semaine dernière. Un euro se négociait pour 1,0902 dollar, contre 1,0898 dollar vendredi à 21h00 GMT. Le marché du pétrole était légèrement dans le rouge, alors que la reprise de la production d'or noir sur un gisement majeur en Libye a été annoncée dimanche : vers 00h50 GMT le prix du baril de WTI américain était atone (-0,03% à 73,39 dollars) et celui du baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,31% à 78,32 dollars.

ALLEMAGNE

le syndicat des conducteurs de train appelle à la grève

Les conducteurs de train en Allemagne sont appelés à une grève de six jours à partir de mercredi, la plus longue jusqu'ici dans leur bras de fer sur les salaires et le temps de travail avec l'opérateur Deutsche Bahn (DB), a annoncé lundi le syndicat GDL.

Le syndicat GDL reproche à la DB de «poursuivre sans relâche sa politique de refus et de confrontation», selon un communiqué. L'opérateur ferroviaire public a accusé le syndicat d'«agir de manière absolument irresponsable» avec cette nouvelle grève. Dans le transport de voyageurs, les conducteurs cesseront le travail mercredi à 02h00 (01h00 GMT). Dans le transport de marchandises, la grève débutera mardi à 18h00 (17h00 GMT), a indiqué le syndicat. Le mouvement doit prendre fin lundi 29 janvier à 18h00 (17h00 GMT). C'est l'arrêt de travail le plus long initié jusqu'ici par le syndicat dans les négociations conflictuelles qu'il mène avec la direction de l'opérateur ferroviaire. Les cheminots allemands avaient déjà fait grève fin 2023 ainsi que trois jours d'

filée début janvier. Lors de ces arrêts de travail, le trafic ferroviaire avait été paralysé dans tout le pays. Les perturbations du transport de marchandises ont un coût élevé pour l'économie allemande déjà en difficulté.

Des conflits sociaux qui se multiplient en Allemagne

Outre des hausses de salaires pour compenser l'inflation, GDL, qui représente environ 10.000 salariés, revendique également de négocier un passage à la semaine de 35 heures sur quatre jours. La compagnie publique, qui avait déjà proposé une hausse de salaires de 11% et une prime inflation, a présenté une nouvelle offre la semaine dernière sur une réduction du temps de travail à 37 heures par semaine à partir de 2026 avec

une compensation salariale complète. «La DB mise sur le compromis, le GDL aggrave démesurément le conflit», a déclaré un porte-parole de la compagnie de chemins de fer. L'Allemagne est confrontée depuis un an à une multiplication des conflits sociaux dans différentes branches professionnelles dans un contexte de hausses des prix qui entament le pouvoir d'achat des salariés. Ces revendications affaiblissent aussi la coalition gouvernementale au pouvoir dirigée par le chancelier social-démocrate Olaf Scholz, aux prises avec une impopularité record. Un autre conflit social a opposé l'an dernier la Deutsche Bahn au syndicat du rail EVG qui représente les autres métiers du secteur ferroviaire et quelque 180.000 agents. Un accord avait finalement été conclu fin août.

SELON UN SONDAGE L'économie mondiale ralentira en 2024, mais elle évitera la récession

Certaines des plus grandes banques du monde s'attendent à ce que la croissance économique mondiale ralentisse encore en 2024, sous l'effet de taux d'intérêt élevés, de prix de l'énergie plus élevés et d'un ralentissement des deux plus grandes économies du monde. Selon un sondage Reuters, l'économie mondiale devrait croître de 2,9 % cette année, et la croissance de l'année prochaine devrait ralentir à 2,6 %. La plupart des économistes s'attendent à ce que l'économie mondiale évite une récession, mais ont évoqué la possibilité de "légères récessions" en Europe et au Royaume-Uni. Un atterrissage en douceur pour les États-Unis est toujours d'actualité, bien que l'incertitude entourant la trajectoire de resserrement monétaire de la Réserve fédérale assombrisse les perspectives. La croissance de la Chine semble s'affaiblir, exacerbée par les entreprises qui cherchent d'autres destinations de production rentables.

AU ROYAUME-UNI

Les agriculteurs manifestent pour des contrats «plus équitables» avec les supermarchés

Ils ont prévu de manifester ce lundi devant le Parlement à Londres, et d'y déposer 49 épouvantails. Soit le pourcentage d'agriculteurs qui risquent de devoir abandonner leurs cultures. Des producteurs de fruits et légumes britanniques ont prévu de manifester lundi devant le Parlement à Londres, pour protester contre les contrats d'achats «injustes» qui les lient aux six principales enseignes de la grande distribution du pays. Ils affirment que près de la moitié d'entre eux

devront cesser leur activité dans les douze prochains mois à cause du manque de régulation dans le secteur agro-alimentaire. Ces agriculteurs réclament que les «big six» - Tesco, Sainsbury's, Asda, Morrisons, Aldi et Lidl - respectent «sans exception» leurs engagements en termes de volumes de produits achetés et de prix. Ils ont prévu de venir avec 49 épouvantails devant le Parlement, représentant le pourcentage d'agriculteurs qui risquent de devoir abandon-

ner leurs cultures. Cette manifestation se déroulera le jour où les députés doivent débattre d'une pétition les appelant à revoir complètement le code de bonnes pratiques de la chaîne de production alimentaire. Lancée à l'initiative de l'entreprise Riverford Organic, qui produit et vend des paniers de fruits et légumes, elle a reçu plus de 112.000 signatures. «L'agriculture britannique est à genoux» et «les moyens de subsistance de nos agriculteurs sont réduits à néant», affirme son

fondateur Guy Singh-Watson. «Sans un traitement plus équitable pour les agriculteurs, nous assisterons à la destruction de l'agriculture britannique ainsi que des paysages, de la faune et des communautés rurales qu'elle soutenait autrefois», a-t-il insisté. Pour les manifestants, seule une régulation forte imposée par le gouvernement peut permettre aux agriculteurs d'obtenir de meilleurs contrats avec la grande distribution. «Il est tout à fait normal que les agriculteurs et les

producteurs britanniques soient payés à un prix équitable, et notre examen de l'équité de la chaîne d'approvisionnement contribuera à répondre à ces préoccupations», a déclaré un porte-parole du ministère de l'Environnement, de l'alimentation et de la ruralité. Les agriculteurs sont «vitaux» pour le système alimentaire du pays, a-t-il ajouté, précisant que les agriculteurs britanniques fournissent 60% des biens alimentaires consommés dans le pays.

DES EXPERTS À DAVOS LE RAPPELLENT

La pandémie de Covid est encore là

Lors du Forum économique mondial de Davos, Euronews a réuni un panel d'experts pour faire le point sur l'état de la pandémie de Covid-19. Tous lancent un appel à maintenir les efforts contre la transmission, mais aussi les investissements dans la science. Lors du Forum économique mondial de Davos, Euronews a réuni un panel d'experts pour faire le point sur l'état de la pandémie de Covid-19. Tous lancent un appel à maintenir les efforts contre la transmission, mais aussi les investissements dans la science. L'intégralité de notre débat à voir dans notre video player ci-dessus. Il y a trois ans, en janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé déclarait

une urgence de santé publique de portée internationale. Malgré les nombreux efforts déployés pour tirer les leçons de la pandémie au cours de ces trois années et le fait que certains dirigeants internationaux aient déclaré qu'elle soit terminée, elle constitue toujours un risque important et ne semble pas derrière nous. Au Forum économique mondial de Davos, Euronews a fait le point sur l'état de la pandémie, l'augmentation du nombre de cas dans le monde, ainsi que les conséquences et l'impact sur les systèmes de santé lors d'un débat avec Maria Leptin, présidente du Conseil européen de la recherche, Seth Berkley, directeur exécutif de GAVI, l'Alliance du Vaccin, Stéphane Bancel, PDG de Moderna, et Michelle Wil-

liams, doyenne de faculté à la Harvard Chan School of Public Health.

"Il faut éviter de parler prématurément de la fin de la pandémie"

Sasha Vakulina, Euronews : "Plantons le décor et essayons d'évaluer l'état actuel de la pandémie au niveau mondial et les risques liés à ces affirmations plutôt prématurées selon lesquelles la pandémie est terminée." Michelle Williams : "Les progrès en matière de traitements et de vaccins nous ont permis de rouvrir nos sociétés et une partie de l'enthousiasme vient du fait que nous sommes capables d'avoir à nouveau des rassemblements comme celui-ci après une

longue période d'interruption. Pour situer le contexte, nous avons encore aux États-Unis, 526 décès par jour dus au Covid et ce chiffre augmente depuis octobre - novembre où nous en étions à environ 400. Ce qui est décevant, c'est que sur ces décès, neuf sur dix auraient pu être évités si les personnes avaient été vaccinées et avaient eu leur rappels et si les autres aspects comportementaux avaient été mis en pratique, à savoir l'aération, le port du masque quand c'est nécessaire, la distanciation, etc. Pour moi, en tant que spécialiste de la santé publique, le fait de savoir que nous aurions pu éviter neuf décès sur dix me rappelle que nous devons éviter de parler prématurément de la fin de cette pandémie.

JEEP WAGONEER S
2024
Le teaser

Jeep lève un coin du voile sur son deuxième modèle exclusivement électrique : le Jeep Wagoneer S. Ce dernier ne partage rien avec le Wagoneer à moteurs thermiques et viendra chapeauter la gamme électrique du constructeur américain. Après la Jeep Avenger, son premier modèle de série 100 % électrique, la marque américaine annonce l'arrivée du Wagoneer S qui se placera au sommet de la gamme, comme l'indique son appellation. Il s'agira du deuxième des quatre SUV électriques que Jeep lancera d'ici 2025. Si l'on s'en réfère à la communication de Jeep, le Wagoneer S fera la part belle au plaisir de conduire et à l'esprit premium tout en constituant une offre un peu à part au sein du porte-



feuilles de la marque. Avec sa hauteur réduite, il s'apparente davantage à un crossover qu'à un SUV traditionnel et s'éloignera donc fortement des caractéristiques des Jeep Wagoneer et Grand Wagoneer (mêmes dimensions, niveau de luxe différent) qui chapeautent actuellement la gamme en Amérique du Nord, un cran au-dessus du Grand Cherokee. À l'instar de ce dernier, le Jeep Wagoneer S sera un véhicule mondial et devrait donc être commercialisé en Europe où il ne devrait pas avoir de mal à connaître davantage de succès que le Grand Cherokee 4xe... à condition de rester raisonnable dans ses tarifs. Au moins, sur le plan du style, pas de doute possible, c'est bien une Jeep. Certes matinée d'une pincée de Range Rover Sport, tout en conservant les marqueurs identitaires de Jeep, dont la fameuse calandre à 7 rectangles, ici "simulée" et rétro-éclairée. Dans l'habitacle, l'objectif sera de mettre en avant le luxe à l'américaine. C'est d'ailleurs aux États-Unis que le Jeep Wagoneer S débutera sa carrière à l'automne 2024 avant de débarquer sur les autres grands marchés mondiaux.

Vraie Jeep

Techniquement, le Jeep Wagoneer S sera basé sur la plateforme STLA Large du groupe Stellantis et disposera d'office de la technologie 4xe, donc de deux moteurs. Jeep annonce une puissance de l'ordre de 600 ch qui lui permettra de passer de 0 à 100 km/h en 3,5 s. Un record pour une Jeep de série, mais sans renier les fondamentaux de la marque puisque ce Wagoneer S exclusivement électrique conservera les capacités en tout-terrain typiques d'une vraie Jeep.

OPEL ASTRA G OPC TURBO (2002 – 2004)

Sous le capot la foudre

Dotée d'un 2,0 l turbo de 200 ch, la compacte d'Opel devient une redoutable compacte sportive, d'autant qu'elle a été mise au point par le département sport du Blitz, OPC. Oubliée mais diablement sympathique, l'Astra OPC Turbo, rare, mérite d'être préservée.

La bataille a longtemps fait rage, sur le segment des compactes, entre Opel et VW. La Kadett a taillé des croupières à la Golf II, l'Astra I et la Golf III sont toutes deux sorties la même année (1991), et il en va de même pour leurs descendantes, les Astra II et Golf IV, apparues, elles, en 1998. La marque au blitz se fait forte de proposer des variantes sportives de sa compacte, d'abord badgées GT/E puis GSI. Mais avec l'Astra II, G, un changement notable a lieu. En effet, elle est mise au point par OPC (Opel Performance Center), le département course dont la marque allemande s'est dotée en 1997. La première Astra OPC, apparue fin 1999, convainc par son châssis mais reste un peu gentille avec ses 160 ch. Limitée à 3 000 unités, elle disparaît en 2001, en laissant un goût d'inachevé. Tout change fin 2002 quand revient une Astra OPC, cette fois dotée d'un bloc suralimenté. Boosté par un turbo KKK intégré au collecteur, son 2,0 l grimpe de 160 ch à 200 ch (8 de plus que dans le Zafira OPC) et ça change tout ! Désormais, la compacte de Rüsselsheim largue la VW Golf IV GTI et pointe à 240 km/h, bien aidée par un Cx remarquable de 0.30. Côté liaisons au sol, face à la 160 ch, la 200 ch ne modifie pas ses principes (jambes McPherson avant, essieu de torsion arrière) mais bénéficie de nouvelles jantes de 17 pouces, de boucliers redessinés et de lois d'amortissement revues. En revanche, les freins ne changent pas. Dans l'habitacle, on note la présence de beaux sièges Recaro chauffants et de cadrans à fond blanc. L'équipement inclut la clim auto, la sono, l'ordinateur de bord, le régulateur de vitesse, les projecteurs au xénon, ou encore l'ESP. Très complet ! Pourtant, à 24 500 € (34 800 € actuels selon l'Insee), le prix demeure attractif. Toutefois, contrairement à la Ford Focus RS, l'Astra OPC se passe de différentiel à glissement limité, car elle se destine à un usage plus polyvalent. En France, l'Opel n'existera qu'en 3-portes, le break Caravan proposé en Allemagne ne franchissant pas nos frontières. En 2004, l'Opel tire sa révérence, produite à environ 4 000 unités.



Combien ça coûte ?

Pas facile à trouver en bel état d'origine, l'Astra OPC Turbo ! Comptez un minimum de 6 500 €, avec environ 200 000 km au compteur. Une auto de 150 000 km dépasse déjà les 8 000 €, et à moins de 100 000 km, on doit déboursier plus de 10 000 €.

Quelle version choisir ?

Retenez avant tout les exemplaires soignés, dans le meilleur état possible, et suivis de près, preuves à l'appui.



Les versions collector

Ce sont surtout les exemplaires en parfait état d'origine et peu kilométrés. Même en lorgnant du côté de l'Allemagne, on a bien du mal à en trouver qui affichent moins de 50 000 km ! Si vous cherchez la rareté, optez pour un break (à prendre en Allemagne), produit à 624 unités seulement.

Que surveiller ?

Bonne nouvelle, l'Astra OPC bénéficie d'une mécanique très endurante. Le moteur Z20LET demande toutefois un changement de courroie de distribution tous les 60 000 km maxi, et des vidanges régulières. On fera attention au débitmètre, voire au collecteur d'échappement sur les exemplaires durement utilisés. Il en va de même pour tout le circuit de suralimentation, car l'auto n'est pas jeune. Pas de faiblesse particulière à relever côté transmission, mais comme sur toute sportive, elle devra être examinée sérieusement avant achat, surtout du côté des cardans. A vérifier de près aussi, les trains roulants, soumis à rude épreuve sur les sportives, tout comme les freins, un peu justes en usage sportive. Pour sa part, l'habitacle vieillit correctement, mais la clim et les vitres électriques ne sont pas d'une endurance exceptionnelle. Enfin, regardez bien l'état de la carrosserie et des soubassements, sensibles à la corrosion, l'Astra G étant déjà ancienne.

Sur la route

Elle avait l'air très moderne, en 1998, l'Astra. Aujourd'hui, on peut se dire qu'une Golf IV a mieux vieilli, y compris à l'intérieur. Néanmoins, grâce à son volant réglable dans les deux plans, l'Opel offre une très bonne position de conduite, alors que le siège Recaro procure un excellent maintien. Doux grâce à ses arbres d'équilibrage, le moteur étonne par douceur et sa souplesse, puis son punch dès 2 000 tr/min : inattendu sur un bloc turbo de son époque ! Surtout qu'il n'y a pas de temps de réponse. Ensuite, débordant de santé, le bloc passe sans s'essouffler les 6 000 tr/min. Cette Astra marche fort, et de façon silencieuse ! Que la boîte se contente de 5 rapports ne le gêne pas du tout. Autre surprise, sur bon revêtement, le train avant encaisse fort bien la forte cavalerie, et se montre ensuite gentiment mordant en virage. Si on le provoque, l'arrière enroule

joyeusement, un peu comme sur une Peugeot, mais l'ESP veille au grain. Même si on l'a débranché, il se réactive en cas de gros freinage, ce qui peut surprendre. Moyennement informative, la direction se révèle précise et permet d'exploiter sainement le bon châssis de l'Opel. Sur les bosses, celui-ci se désunit sensiblement, hélas, mais n'est jamais scabreux. En fait, l'Astra OPC est conçue à la fois pour se montrer efficace en conduite sportive et agréable au quotidien, donc n'aura pas la radicalité d'une Focus RS. Enfin, l'Opel consomme raisonnablement, à 9,5 l/100 km.

L'alternative youngtimer
Opel Astra GSI (1992 – 1996)



La remplaçante de la Kadett, présentée en 1991, amène en Europe continentale une appellation utilisée depuis 1979 au Royaume-Uni : Astra. Reposant sur une plateforme inédite, l'Opel se veut plus cossue que sa devancière, donc se révèle plus lourde. En version GSI 16v, apparue en 1992, cela se traduit par des performances un peu moindres que sur la Kadett du même nom, mais son excellent moteur 2,0 l de 150 ch, référence de la catégorie, donne largement le change. L'Astra frôle les 220 km/h et franchit les 1 000 m DA en 28,9 s ! Cela dit, si son antipatinage l'aide dans ses efforts, sa suspension trop souple et son train avant faiblard constituent des handicaps certains en conduite sportive, où l'Opel se révèle très sous-vireuse. En réalité, la GSI 16v est d'abord une autoroutière, confortable et bien finie. Elle évoluera guère jusqu'en 1996, année où elle est retirée. Dès 8 000 € en très bon état.

AM02

Le mini-PC rétro

Entre consoles portables et mini-PC, AYANEO n'a pas envie de choisir et alterne les nouveaux produits sur ces deux segments. En fin d'année dernière, AYANEO a présenté sa nouvelle direction avec une orientation plus « rétro » pour certaines de ses gammes. Une annonce qui avait rapidement été suivie par le lancement de l'AM01. Inspirée du Macintosh d'Apple, cette première machine devait être suivie de l'AM02, plus proche de la Nintendo NES. Nous en savons aujourd'hui un peu plus et, une fois n'est pas coutume, le PC semble assez bon marché.

Ryzen 7 7840HS et jusqu'à 64 Go de DDR5

Comme toujours en revanche, c'est sur Indiegogo que les choses se passent. AYANEO vient de lancer la campagne de financement participatif sur sa plateforme de prédilection. Pendant encore 43 jours, il est donc possible de soutenir le fabricant en passant commande d'une des versions de l'AM02. Sachant que la production a en réalité déjà démarré, AYANEO estime que la livraison débutera à partir de février, en fin de mois. Nous le disions en préambule, l'AM02 s'inspire d'une console des années 80 pour son design lequel fait – vaguement – penser à la NES de Nintendo. On ne peut pas dire que le boîtier du PC soit conforme à la NES, mais AYANEO a par exemple repris le clapet du lecteur de cartouches. Aujourd'hui en revanche, il n'est pas question de cartouches et ce clapet vient fermer l'accès aux connecteurs de façade. Ouvert, il permet de découvrir un USB4 Type-C qui sert aussi de DisplayPort pour l'affichage. Pratique.

Un petit écran 4 pouces intégré et tactile

Il est complété par deux USB-A classiques et d'un jack 3.5 mm casque/micro. Sur l'arrière, autre bonne surprise : un HDMI et un DisplayPort sont présents. L'interface réseau se compose de deux RJ45, un en 1 GbE et l'autre en 2,5 GbE. Trois USB (un Type-C, deux Type-A) viennent parfaire le tableau. Au cœur de la bête, les choses ne sont pas mal non plus avec une APU AMD Ryzen 7 7840HS, 16 ou 32 Go de DDR5-5600 via deux slots SO-DIMM, un SSD M.2 2280 de 512 Go ou 1 To et le combo Wi-Fi 6E/Bluetooth 5.2. Enfin, c'est sur le dessus de la bête qu'AYANEO a tenté le « petit truc en plus ». Un « petit truc » qui prend la forme d'un écran tactile de 4 pouces de diagonale. Vraisemblablement configuré via le logiciel AYASpace, il permet d'afficher des informations sur le suivi de la machine et d'en gérer le TDP ainsi que la ventilation. L'heure ou la météo peuvent aussi être affichées. Nous le disions, la campagne est lancée sur Indiegogo et elle est l'occasion de découvrir des prix plutôt sympas pour cet AM02 qui débute à 439 dollars en barebone ou 529 dollars avec 16 Go de RAM/512 Go de SSD, pour les plus rapides. En prix « retail », cela donne 499/659 dollars, mais attention aux frais de douane.

SELON LES PATIENTS D'UNE EXPÉRIENCE MENÉE PAR GOOGLE

L'IA, meilleur que les médecins

Une étude menée par Google sur l'application de l'IA au secteur de la médecine montre des résultats prometteurs. La technologie réussirait même à surpasser les humains dans certaines activités.

Google est peut-être en retard sur OpenAI, le partenaire de Microsoft, dans le développement des chatbots comme ChatGPT, mais le géant américain explore de son côté des applications très diverses de sa technologie IA, dont l'une en lien avec le secteur médical. Et au vu des résultats d'une nouvelle étude qui vient d'être produite en utilisant un modèle de langage de Google, il semble que l'avenir dans les hôpitaux soit à l'IA !

Le docteur AMIE

Avec l'émergence de l'IA en 2023, cette technologie a été mise à l'essai dans de nombreux domaines, dont le secteur médical. Mais la dernière étude qui vient d'être pré-publiée par une équipe de chercheurs est une première, car, « c'est la première fois qu'un système d'IA conversationnel est conçu de manière optimale pour le dialogue diagnostic et la prise en compte des antécédents cliniques » selon l'un des co-auteurs, Alan Karthikesalingam, chercheur chez Google Health. Baptisée AMIE, pour Articulate Medical Intelligence Explorer, elle est alimentée par un modèle de langage de Google, et a été créée pour être capable de s'enquérir de l'historique médical des patients afin d'établir ensuite un diagnostic. Une part importante du travail de médecin, pour le



moment assez peu présente dans les IA médicales.

L'IA serait meilleure dans les échanges avec les patients

Et les premiers tests ont été particulièrement concluants. L'étude fait ainsi état d'essais durant lesquels il a été demandé à 20 acteurs de simuler au total 149 cas, alors qu'AMIE et 20 médecins étaient eux chargés de l'élucidation de ces mêmes cas. Au

final, l'IA a été meilleure que les médecins au niveau de 24 des 26 critères mis en place pour juger la qualité de l'échange médical. AMIE a par ailleurs aussi été meilleure que les humains dans les six spécialités médicales examinées. Des résultats prometteurs, même si les chercheurs ne veulent pas s'avancer. L'étude « ne signifie en aucun cas qu'un modèle linguistique est meilleur que les médecins dans l'établissement des antécédents cliniques » a dans cette idée tenu à préciser Alan Karthikesalingam.

AVEC UN MÉTAVERSE QUI N'AVANCE PAS

Zuckerberg veut maintenant une intelligence artificielle générale



Le géant des réseaux sociaux veut aussi devenir un acteur dominant de l'intelligence artificielle. Et pour ça, le propriétaire de Facebook et d'Instagram va mettre les moyens ! Après le lancement des chatbots comme ChatGPT ou Bard, IA qui se sont imposées comme les produits tech les plus à la mode de 2023, les géants du secteur ont commencé à revoir leurs ambitions à la hausse. Ainsi, au-delà de la future mise à jour GPT-5, OpenAI s'est déjà lancé dans la recherche sur une « intelligence artificielle générale », une IA dont les capacités cognitives seraient analogues à celle de l'être humain. Un projet dans lequel Google est aussi embarqué... tout comme Meta !

Meta, un concurrent d'OpenAI

L'avenir dans l'IA ira bien plus loin que nos simples chatbots. Car les géants de la tech sont plus en plus nombreux à vouloir mettre au point cette fameuse « intelligence artificielle générale », une technologie dystopique qui pourrait créer un rival à l'humanité. Le dernier concurrent en date à s'être manifesté est ainsi Meta, à travers une communication de Mark Zuckerberg

lui-même, postée sur Instagram. Meta souhaite ainsi développer « l'intelligence artificielle générale [...] en open source, et la rendre largement disponible pour que tout le monde puisse en bénéficier. » Pour ce faire,

plusieurs changements ont été mis en place par le groupe californien. Un rapprochement entre ses deux équipes spécialisées dans ce domaine, FAIR (Fundamental AI Research) et GenAI, a ainsi notamment été

décidé. Plus important encore, Meta va effectuer une mégacommande auprès de Nvidia pour acquérir d'ici à la fin de l'année 350 000 puces H1, les puces IA les plus puissantes au monde.

350 000 puces H100 commandées à Nvidia

D'après le communiqué de la firme de Menlo Park, l'ensemble de l'infrastructure informatique pour le développement de l'IA chez Meta aura alors une puissance équivalente à 600 000 puces H1. Pour autant, Mark Zuckerberg nie que cette annonce marque un éloignement de l'investissement majeur dans le métaverse, présenté en 2021 comme axe principal de développement du groupe pour les années à venir. « Je ne sais pas comment affirmer plus clairement que nous continuons à nous concentrer sur Reality Labs et le métaverse » a-t-il tenu à préciser dans une interview à The Verge. Faut-il le croire sur paroles, alors que des licenciements chez Reality Labs ont été annoncés à l'automne dernier, et que les pertes s'accroissent ? À ce jour, le métaverse représente encore près de 15 milliards de dollars de dépenses par an pour Meta. Et demain ?

Mots fléchés

Union		Divisées		Termine		La perfection féminine		Façonnier		Sur l'enveloppe		Hydro-carbure	
Inflam-mation du gland		Sous si		Confusion		Renforts				État d'Europe		Utilisateur	
								Parution					
Remise en place								Techné-tium			Étain en bref		
Dégoût								Calepin					
		Échassier sacré					Comité sportif				Bouts de l'alphabet		
		Francium en court					Partie de chaussure						
Cachette						Citation							
						Aspect							
Plaque de cuisson					Ville du Pas-de-Calais						Précède l'année		
Pronom					Général français								
		Machine à vent									Patrie des rétais		
		En permanence									Rapport de cercle		
Excessif	Impuissant								Écriture musicale	Blanchis-serie		Suit le docteur	Réfuté
	Outragé												
						Napolitain							
						Repos mérité							
Argon			Anomalie					Possessif			Condition		
			Fils de Noé								Article étranger		
Flotter au vent								Ornement				Sudation	
Avalé								Grenouille					
				Permanents									Les siens
Objet volant identifié				Petit tour			Affluent du Rhin				Habitudes		
Brame				Ils ont du charme							Coiffer à l'indienne		
			Maintenue										
Racine vomitive	Droit de passage		Sous roumains				Filles de famille						
			Rapporter										
					Accusé de réception		Agent de liaison			Le fer		Ovule	Apparues au jour
Saoul							Revêtement de casserole						
Gâchée							Blonde à Londres						
						Astate			Estoc				
						Carte maîtresse			Scandium du chimiste				
Fils d'immigré		Étapes								Lésée			
				Élimé				Rois des forêts					

Hausse de 15% dans les ventes de véhicules d’occasion en 2023

Les ventes de véhicules d'occasion en Chine ont augmenté de près de 15% en 2023, le marché ayant présenté une forte résilience de développement avec le soutien de politiques, d'après les données industrielles. Plus de 18,41 millions de véhicules d'occasion ont changé de mains dans le pays l'année dernière, avec des transactions totalisant 1.180 milliards de yuans (environ 165,81 milliards de dollars), selon l'Association des concessionnaires automobiles de Chine.



COOPÉRATION

Tebboune reçoit le ministre de l’Intérieur de l’Arabie Saoudite

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, le ministre de l’Intérieur du Royaume d’Arabie Saoudite, Son Altesse l’Emir Abdelaziz Ben Nayef Ben Abdelaziz Al-Saoud, indique un communiqué de la présidence de la République. Le président de la République a tenu, par la suite, une rencontre élargie avec la délégation accompagnant le ministre de l’Intérieur du Royaume d’Arabie Saoudite, Son Altesse l’Emir Abdelaziz Ben Nayef Ben Abdelaziz Al-Saoud. L’audience s’est déroulée en présence du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, et du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’aménagement du territoire, Brahim Merad.

SOMMET DU G77+CHINE

Engagement total pour les principes de «la Charte d’Alger»

Les chefs d’Etat et de gouvernement des pays membres du G77+Chine participant au 3 Sommet du Sud en Ouganda ont réaffirmé leur engagement total pour les principes de « la Charte d’Alger » qui a instauré, il y a 60 ans, les fondements d’intégration, d’unité, de complémentarité, de coopération et de solidarité entre les pays du Sud. Le communiqué final du Sommet tenu les 21 et 22 janvier à Kampala et placé sous le thème « Ne laisser personne de côté », avec la participation du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, en tant que représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant « l’engagement total » des membres du G77+Chine pour les principes de cette coalition et la défense et la promotion de leurs intérêts communs dans le cadre d’une coopération internationale concrète pour le développement. Le document final a rappelé la première réunion ministérielle du groupe, tenue à Alger en octobre 1964 et sanctionnée par l’adoption de « la Charte d’Alger », sachant que le 3e Sommet du Sud ayant coïncidé avec le 60e anniversaire de la création du G77+Chine Cette Charte a instauré « les principes d’unité, de complémentarité, de coopération et de solidarité entre les pays du Sud, et renforcé leur détermination à réaliser le développement économique et social individuellement ou collectivement », précise le communiqué final. A cette occasion, les dirigeants réunis ont exprimé leur conviction

quant à la nécessité de « tracer un nouveau parcours » pour le groupe, notamment dans un contexte international, caractérisé par des crises multidimensionnelles et de nouveaux défis. Le G77+ Chine a adopté plusieurs propositions et avis annoncés par le président de la République dans son allocution adressée aux participants à la réunion de Kampala, dont l’appel « au renforcement des intérêts des pays du Sud et de leur capacité commune de négociation au sein du système des Nations Unies ». Par ailleurs, le groupe a, par ailleurs, salué « la Déclaration d’Alger » concernant le développement des startups, adoptée lors de la Conférence africaine des startups tenue à Alger en décembre 2023, d’autant que l’Algérie a proposé, lors des travaux du Sommet de Kampala, la création d’un centre d’excellence pour la valorisation des expériences réussies des startups innovantes dans les pays du Sud. Dans le même contexte, le G77+Chine a envoyé des messages directs et forts aux pays développés, les appelant à « assumer la responsabilité principale du financement du développement », soulignant qu’il s’agit d’un « impératif pour remédier aux déséquilibres de développement actuels et relever les défis du 21e siècle ». Il a également souligné que la coopération entre les pays du Sud « ne remplace pas la coopération Nord-Sud, mais la complète ». Le communiqué final du 3e Sommet du Sud a insisté sur l’importance de « fournir les moyens suffisants pour la

mise en œuvre du plan de développement durable à l’horizon 2030 », appelant les pays développés à « s’engager dans une nouvelle phase de coopération internationale à travers un partenariat mondial renforcé et élargi pour le développement ». Il a ainsi insisté sur l’importance de la coopération entre les pays du Sud étant une des formes de « solidarité entre les peuples et les nations », affirmant que cette coopération et son ordre du jour « doivent être définis par les pays du Sud ». Evoquant l’impact économique, social et environnemental du changement climatique, de la désertification et de la dégradation des terres en Afrique, le communiqué final a appelé à soutenir la mise en œuvre des initiatives visant à renforcer la capacité d’adaptation de l’agriculture en Afrique. Le communiqué final a également abordé la question du commerce mondial, appelant à un « système commercial mondial multilatéral, ouvert, transparent, inclusif et non discriminatoire, où le développement sera la priorité première, outre la libéralisation du commerce ». Le groupe a enfin appelé à « faciliter » l’adhésion des pays en développement à l’Organisation mondiale du commerce, exhortant les membres de cette organisation à entreprendre les « réformes nécessaires » à cet effet. Soutien permanent et de principe au droit du peuple palestinien et des peuples colonisés à l’autodétermination D’autre part, le G77+Chine a souli-

gné la nécessité de respecter le droit des peuples vivant sous l’occupation coloniale ou étrangère et toute autre forme de domination étrangère, à l’autodétermination estimant qu’« il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ou de paix sans développement durable ». Le groupe a également « réitéré son soutien permanent et de principe » au droit du peuple palestinien à l’autodétermination et à la réalisation de ses aspirations nationales légitimes, y compris la liberté, la paix et la dignité dans son Etat palestinien indépendant avec El Qods pour capitale, et ce conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies. Dans le même sillage, le G77+Chine a dénoncé « les violations systématiques et flagrantes » du droit international commises par l’entité sioniste, appelant « à se conformer au droit international et à demander des comptes ». Le groupe a également déploré « la terrible catastrophe humanitaire, les conditions et la situation économique et sociale désastreuse », dont souffre le peuple palestinien, notamment « l’extrême pauvreté, le nombre de morts et la destruction sans précédent ». A cet égard, il a appelé à « juger les auteurs de ces violations », exhortant le Conseil de sécurité à « consentir de sérieux efforts pour l’exécution de ses décisions afin de mettre un terme à l’impunité dont jouit l’entité sioniste et contribuer à parvenir à un règlement juste et pacifique de la question palestinienne ».

APS

RÉINVENTER LE MANAGEMENT

L’ère de l’intelligence hybride

Un an après le lancement spectaculaire de ChatGPT à l’échelle mondiale, le succès quasi immédiat de l’IA générative auprès des particuliers contraste avec son intégration très progressive en entreprise. Les dirigeants connaissent son potentiel mais des obstacles tels que les compétences, l’absence de stratégie en matière d’IA responsable et les investissements requis entravent encore son implémentation généralisée. Selon une récente étude de BCG X, 90 % des dirigeants adoptent une position attentive et n’expérimentent l’IA qu’à petite échelle. L’écart entre leur prudence et l’adoption par les employés est d’ailleurs frappant. Une étude récente de Salesforce indique que la moitié (49 %) des employés français utilise des outils d’IA malgré des interdictions formelles. Faudrait-il, en matière d’IA, attendre un choc, comme l’a été le Covid pour l’accélération du télétravail ? A bien y penser, cet écart n’est pas illogique. L’essentiel n’est pas simplement

d’intégrer l’IA, mais de définir son rôle dans l’équilibre entre les tâches humaines et automatisées. Il nous faut construire un partenariat évolutif (un nouveau contrat social homme-machine) qui respecte et exploite les forces de l’intelligence humaine et artificielle. Ce partenariat, c’est celui de l’intelligence hybride, un impératif managérial. L’intégration de cette intelligence hybride marque le début d’une ère où la synergie entre l’humain et la machine devient un axe central du management. Les managers doivent désormais maîtriser l’IA non seulement en tant qu’outil de travail, mais aussi comme levier d’analyse décisionnelle. L’intelligence humaine reste bien sûr au cœur de ce paradigme, jouant le rôle crucial de décideur, d’interprète et de superviseur des interactions avec l’IA. Du côté managérial, cela signifie cultiver une approche réellement transdisciplinaire et des compétences transversales telles que l’esprit critique, la pensée analy-

tique et l’intuition, tout en maîtrisant les disciplines variées qui s’entrecroisent avec l’IA, de l’ingénierie à l’éthique, de la sociologie à l’économie. Les managers doivent également s’assurer que leurs équipes peuvent interagir avec l’IA de manière déontologique et efficace, ce qui requiert une compréhension des modèles mathématiques de l’IA et des limites pratiques de son application. En définitive, la gestion de l’intelligence hybride nécessite de former des managers techniquement compétents pour « prompter » l’IA et guider son utilisation, mais aussi stratégiquement aptes à intégrer ces outils dans la culture, les processus et les objectifs de l’entreprise. Comme une aide à la réflexion, la décision et l’action. Pour accompagner cette ère nouvelle, un impératif se dessine : dépasser le cloisonnement pédagogique en matière de management. D’abord par l’hybridation des disciplines : il s’agit de créer des ponts entre des mondes apparemment distincts, comme

ceux des mathématiques et des sciences humaines, ou des ingénieurs et des littéraires. Ensuite, l’hybridation des organismes d’enseignement et d’innovation : ils doivent s’entrelacer pour faire circuler les projets et les innovations, favoriser leur dialogue et faciliter les transferts technologiques ou intellectuels. Enfin l’hybridation des parcours professionnels et éducatifs : d’abord, en créant un continuum d’apprentissage entre la formation initiale et la formation tout au long de la vie. Puis en combinant le travail et l’apprentissage, qui s’entremêleront dans une même journée, pour créer une vraie formation en continu. C’est une aventure audacieuse et nécessaire qui se dessine, une invitation à repenser nos modes d’apprentissage et de collaboration pour embrasser pleinement les défis de l’intelligence artificielle, pas demain mais dès aujourd’hui ! Par Vincenzo Vinzi, directeur général de l’ESSEC Source : Les Echos